

# *l'Anti*capitaliste

n°259 | 9 octobre 2014 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)



## Dossier

**Santé et travail: la violence organisée**

Pages 6 et 7

## ÉDITO

**C'est encore trop!**  
Page 2

## PREMIER PLAN

**Hong Kong: les enjeux de la Révolution des parapluies**  
Page 2



## ACTU INTERNATIONALE

**Syrie: Kobane, ville symbole**  
Page 5

## LIBRE EXPRESSION

**Retour sur la grève des mineurs britanniques de 1984-1985**  
Page 12



édito

Par SANDRA DEMARCQ

## C'est encore trop!

Le dimanche 5 octobre, le mouvement réactionnaire bleu, blanc, rose a rassemblé des dizaines de milliers de personnes à Paris et quelques milliers à Bordeaux. En retrait par rapport à la dernière mobilisation de février, la «Manif pour tous» a une nouvelle fois vu défiler, outre des réacs de tout poil, plusieurs ténors de l'UMP et de l'extrême droite. Toutes et tous venus rappeler que la famille se réduisait à un modèle unique: un père, une mère au foyer et des gentils enfants... Cette manifestation prétendument «apolitique» a été un grand moment pour fustiger le mariage pour tous et toutes, le coup de rabot annoncé sur les allocations familiales, la procréation médicalement assistée (PMA) et surtout la gestion pour autrui (GPA). Outre François Hollande, les cibles principales étaient bien évidemment deux femmes issues de l'immigration et d'un département d'outre-mer, Najat Vallaud-Balkacem et Christiane Taubira... Du côté de l'UMP, la tentation de ratisser sur ces terres extrémistes est évidemment là afin de tenter de se refaire un «électorat». Plusieurs députés de droite, traditionnels soutiens de la «Manif pour tous», ont donc manifesté: Claude Goasguen, Philippe Gosselin, Henri Guaino, Hervé Mariton. Laurent Wauquiez et Xavier Bertrand, tous opposés de longue date au «mariage homosexuel». À leur côté ou en tout cas pas très loin, on a également pu voir certains élus, cadres et militants du Front national, tel que Louis Aliot et Marie-Christine Arnautu, tous deux vice-présidents du parti frontiste, la députée du Vaucluse Marion Maréchal-Le Pen, Nicolas Bay, secrétaire général adjoint, Stéphane Ravier, sénateur des Bouches-du-Rhône et maire du 7<sup>e</sup> secteur de Marseille, ainsi qu'Aymeric Chauprade, eurodéputé et conseiller de Marine Le Pen... En reprenant le vocabulaire de la gauche – «manif» et «marchandisation» – ainsi que le graphisme de l'altermondialisme et de la gauche radicale, la droite et l'extrême droite comptent bien profiter de la crise politique pour délégitimer et vider de contenu toutes les valeurs défendues par le mouvement ouvrier. La lutte contre leurs idées ultra-réactionnaires est devenue une urgence. Nous ne pouvons le laisser occuper la rue et drainer la haine. Même si la mobilisation s'est affaiblie, des dizaines des milliers de manifestantEs, c'est encore trop!

## BIEN DIT

Quand vous parlez de choix entre un camp ou l'autre, on s'entend, on parle quand même du choix entre le camp des gens qui peuvent vivre librement, s'aimer, se déclarer leur amour, dans une société moderne, dans une société ouverte sur l'autre et on parle d'un autre camp, qui décide d'ostraciser les libertés individuelles les plus fondamentales des gens, qui ont le droit de s'aimer, tout ça au nom de principes spirituels ordonnés par des religions qui sont conçues pour l'entraide, la tendresse, l'amour, toutes ces notions qui sont bafouées par ces démonstrations de haine et d'intolérance.

LE RÉALISATEUR XAVIER DOLAN, lundi 6 octobre sur l'antenne d'Europe 1, à propos de la «Manif pour tous»

## À la Une

# Ne laissons pas le PS et le Medef vider la caisse!

Lundi 6 octobre, Manuel Valls était à Londres pour vanter la politique économique française devant une assemblée de financiers. Financiers et patrons sont les seuls interlocuteurs qui comptent pour la bande Hollande-Valls et leurs sbires. C'est ce que montrent les textes budgétaires qui vont être présentés au Parlement.

Les projets budgétaires du gouvernement pour 2015 s'énoncent, comme chaque année, dans deux textes: le projet de loi de finances (budget de l'État) et le projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Le budget de l'État a aussi des conséquences sur le budget des communes, régions et départements, car l'État leur a transféré des attributions (notamment en matière sociale et éducative) avec comme contrepartie des transferts financiers.

### Quand on aime le Medef, on ne compte pas...

Le fil directeur des textes qui vont être discutés au Parlement, c'est le Pacte de responsabilité (qui a succédé au Pacte de compétitivité). Les milliards vont continuer à pleuvoir pour le patronat: comme le déclare le ministre des Finances Michel Sapin, «nous tenons nos engagements». Les dispositifs en faveur des entreprises vont poursuivre leur montée en puissance, en particulier le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et les allègements supplémentaires de cotisations sociales patronales. Le budget 2015 entérine aussi une baisse de certaines taxes pesant sur les sociétés, notamment la C3S (contribution sociale de solidarité des sociétés). Emporté par son élan, le gouvernement renforce aussi le CICE et le crédit d'impôt recherche pour les départements d'outre-mer, alors que la Cour des comptes a critiqué l'efficacité des mesures de ce type. Mais, que voulez-vous, quand on aime, on ne compte pas...

### Coupes – très – sombres pour la majorité

C'est sur la majorité de la population que vont peser les 21 milliards d'économies annoncés: 9,6 milliards pour la Sécurité sociale, 7,7 milliards pour l'État, 3,7 pour les collectivités locales. Cela va se traduire par des

salaires bloqués pour les fonctionnaires, des services publics dégradés ou des coupes dans l'assurance maladie (notamment dans les hôpitaux). La première tranche de l'impôt sur le revenu est supprimée, mais la redevance télé augmente, de même que la taxe sur le gazole, sans oublier la TVA augmentée pour financer le CICE... Quant aux collectivités locales, elles vont devoir sabrer dans leurs dépenses.

Aux termes mêmes des projets budgétaires, le déficit public ne baissera pratiquement pas en 2015 tandis que la dette publique atteint les 2000 milliards d'euros. La faiblesse de la croissance pèse sur les recettes fiscales (la TVA, par exemple, dépend de la consommation).

De plus, le scénario budgétaire du gouvernement est basé sur un rebond – faible – de la croissance qui passerait en 2015 à +1%, après 0,4% en 2014. Au vu de la situation actuelle de l'économie, ce 1% apparaît de moins en moins crédible: la baudruche de la reprise, maintes fois annoncée par Hollande, est crevée. Du coup, le budget français n'est pas dans les clous du traité budgétaire européen et va sans doute soulever des critiques à Bruxelles et du côté d'Angela Merkel. Mais Hollande va pouvoir plaider sa cause: les mesures qu'il prend, budgétaires ou autres, vont dans le sens des revendications patronales, en dernière analyse le critère suprême des institutions européennes.



### Censurer le gouvernement PS-Medef

Hollande a parlé avec mépris des «cris» déclenchés par les mesures d'économies («Les économies forcement sont douloureuses» a-t-il dit...). Les privilégiés n'ont pas besoin de crier, juste de murmurer pour se faire entendre de ce pouvoir. Les travailleurEs, les chômeurEs, les retraitéEs, eux, vont devoir crier fort et surtout agir fort.

Compter sur les états d'âme de certains députés PS serait une illusion dangereuse: Benoît Hamon, ex-ministre et responsable d'un des courants de «gauche» du PS vient de déclarer qu'il ne voulait pas voir sa «famille politique» échouer. Eh bien non, il faut que Hollande et Valls échouent dans leur entreprise de démolition sociale!

Dans les semaines à venir, il va falloir s'emparer de toutes les occasions possibles de censurer ce gouvernement dans la rue et par la lutte sociale. Malgré ses limites, la journée du 16 octobre organisée par la CGT sera utilisée par certains travailleurEs pour exprimer leur mécontentement. Il faut souhaiter que les discussions engagées entre les organisations de la gauche sociale et politique, dont le NPA, qui avaient appelé à la manifestation du 12 avril, débouchent sur une manifestation anti-gouvernementale d'ampleur nationale en novembre à l'occasion du vote du budget. Mais pour nécessaire qu'elle soit, une telle manifestation devra être suivie de mobilisations sociales massives pour mettre en échec une politique qui ne profite qu'aux capitalistes.

Henri Wilno

## HONG KONG

# Les enjeux de la Révolution des parapluies

Hong Kong est le théâtre d'une mobilisation massive pour le droit d'élire librement le chef de l'exécutif. Une mobilisation dont les enjeux sont profonds.

Ancienne colonie britannique, aujourd'hui région administrative spéciale de la République populaire de Chine, Hong Kong n'est pas coutumière de grands mouvements sociaux. Pourtant, en juin-juillet dernier, près de 800 000 personnes ont participé à un référendum «auto-organisé» et 500 000

ont manifesté le 1<sup>er</sup> juillet pour le droit d'élire librement en 2017 le chef de l'exécutif. Le territoire compte environ 7 millions d'habitants et 3,5 millions de votantEs.

La provocation du pouvoir chinois Pékin a répondu le 31 août à cette exigence démocratique élémentaire

par une véritable provocation: les Hongkongais auront le «droit» de choisir au suffrage universel entre deux ou trois candidats... sélectionnés par un comité de nomination de 1200 membres étroitement contrôlé par le Parti communiste chinois (PCC) et les milieux d'affaires. Décision massivement rejetée à Hong Kong. À l'appel de la Fédération des étudiants, une grève des cours a commencé le 23 septembre, débouchant cinq jours plus tard sur un vaste mouvement d'occupation dans un nombre croissant de quartiers. Les élections libres n'existaient pas sous le régime colonial, mais des réformes ont été introduites durant la période de transition qui a préparé la rétrocession du territoire à la République populaire (1984-1997). Elles ont donné naissance à un système électoral complexe, par districts et par groupes «socio-professionnels», avec des modalités de votes partiellement universelles et partiellement censitaires. Le choix du chef de l'exécutif est particulièrement

antidémocratique: il est élu indirectement par 7% du corps électoral. Les accords sino-britanniques conclus à l'époque de la rétrocession prévoyaient l'extension progressive du suffrage universel. Il est maintenant clair que ni Pékin ni les milieux d'affaires dominants ne le veulent. D'où l'épreuve de force engagée, notamment par de jeunes générations, sur l'élection de 2017.

### Un mouvement démocratique et social

Le 29 septembre, la police s'est attaquée à un mouvement d'occupation civique et strictement non violent à coups de lacrymogènes et de gaz poivre. Les manifestantEs se sont protégés en déployant des parapluies: la Révolution des Parapluies était née. Cette brutalité policière, inhabituelle et très choquante à Hong Kong, a contribué à élargir la mobilisation. La Confédération des syndicats de Hong Kong (HKCTU) a dénoncé la répression, appelé à la

# Un monde à changer

**VIRÉE CAR ENCEINTE.** « Je m'appelle Mélodie Brouillard, j'ai 23 ans et je commençais à travailler sur la ligne Portes, à l'assemblage, en équipe bleue. Les 15, 16 et 17 septembre, la grande porte qui sépare l'atelier était en panne... et on a respiré des mauvaises odeurs, des émanations de solvants qui venaient de l'atelier Plastique. On a été plusieurs à en être malades. Moi aussi j'ai eu mal à la tête à cause des solvants, et puis j'ai eu des nausées et j'ai été obligée d'aller à l'infirmerie. J'y suis allée pendant la pause de 7h15 pour que personne ne soit obligé de me remplacer sur la ligne. J'ai aussi été honnête avec mon chef, et je lui ai dit que j'étais enceinte. C'était le 17 septembre et on était d'équipe du matin. L'après-midi du 17 septembre, ma boîte intérim m'a téléphoné pour me dire que mon contrat était cassé! Depuis, je suis sans travail. Pourtant, les lois interdisent de virer une femme parce qu'elle est enceinte. Mon contrat de travail de 6 mois a démarré le 8 septembre. La période d'essai était de 5 jours. Même en intérim, il y a des lois. Pour virer quelqu'un, il faut un entretien où l'ouvrier peut se défendre, il y a des délais à respecter... »

Pour moi, ça a été un coup de fil pour me dire : « Ton contrat est arrêté. Demain, ce n'est pas la peine d'aller chez Toyota. » (...) Si j'ai trouvé la force de me défendre et de m'adresser à vous aujourd'hui, c'est parce que j'ai rencontré d'autres travailleurs, à la CGT, qui me soutiennent et vont continuer de me soutenir dans mes démarches. (...) Tout est organisé pour faire accepter ce qui n'est pas acceptable. On rabaisse notre dignité, on nous divise entre embauchés et intérimaires, hommes et femmes, jeunes et vieux, les équipes les unes contre les autres, les « chefs » contre les ouvriers... Je ne dois pas être malheureusement la première à TMMF à qui ce genre d'injustice arrive. Mais ce que je souhaite, c'est que mon histoire serve pour l'avenir, et que je sois la dernière femme enceinte à se faire virer parce que je vais bientôt donner naissance à un enfant.(...)

Extrait de «Virée de Toyota pour avoir dit à mon chef que j'étais enceinte», une lettre datée 3 octobre et diffusée par la CGT aux entrées de Toyota Valenciennes (59).

## Le chiffre 900 millions

C'est, en dollars, la somme avec laquelle l'ex-dictateur d'Haïti Jean-Claude Duvalier s'était exilé en 1986. Des millions pris dans les caisses de l'État, soit une somme alors supérieure à la dette externe du pays... La famille Duvalier a détourné à son profit 80% de l'aide économique versée à Haïti, mais a su user de sa position d'alliée pour ses amis occidentaux dans la lutte contre le «péril communiste»... «Bébé Doc» est mort samedi 4 octobre sans avoir été jugé.

## ÉDUCATION NATIONALE La colère monte en Seine-Saint-Denis

Pour le gouvernement, la rentrée scolaire 2014 c'est «tout va très bien». La preuve en est sûrement l'absence de mobilisations... Pourtant, personnels, élèves et parents dénoncent une réalité qui, dans certains départements comme la Seine-Saint-Denis (93), annonce la catastrophe.

L'Éducation nationale a subi entre 2002 et 2012 la suppression de 80 000 postes, alors que ces 3 dernières années, le nombre d'élèves a augmenté de 37 800. Le gouvernement se félicite de la création de 2 355 postes d'enseignants pour les écoles maternelles et élémentaires en 2014. Mais en Seine-Saint-Denis (qui a «bénéficié» de 150 postes), rien que pour revenir au nombre d'enfants par classe de 2002, il faudrait 1 068 postes supplémentaires! Et on ne parle même pas d'amélioration des conditions de travail.

Le jour de la rentrée, il manquait une trentaine d'enseignants dans les écoles primaires du 93. Rien qu'à Saint-Denis, il en manquait 19, dont 9 dans le seul quartier de la ville classé REP+, cette nouvelle appellation mise en place pour justifier la démolition des anciennes zones d'éducation prioritaire! Dans ces écoles censées scolariser plus d'enfants de deux ans, avoir plus d'enseignants que de classes, offrir des jours de formation aux enseignants sur leur temps de travail, les parents ont dû occuper l'école pour obtenir des enseignants. Et sur deux classes,

les enfants en sont au cinquième «remplaçant», les vacataires sans formation ne pouvant faire face. Les parents d'élèves du 93 ont calculé qu'un enfant perd en moyenne un an de scolarité du fait des absences non remplacées... Alors, le rectorat a innové: depuis la mi-septembre, Pôle emploi 93 a ouvert une plateforme de phoning pour recruter 300 vacataires prêts – sans aucune formation – à prendre en charge des classes du primaire pour un salaire à peine au-dessus du SMIC.

### Au bord de l'explosion

Dans le secondaire, la crise est à peine moins voyante. Sur les cinq nouveaux collèges livrés pour la rentrée (tous construits en partenariat public privé PPP), tous privés des moyens supplémentaires alors qu'ils devraient être en zone d'éducation prioritaire, les conditions sont ubuesques: manque de personnels de vie scolaire (CPE et AED), profs contractuels en nombre par manque de titulaires, absences de lignes de téléphone dans les bureaux, prises pour les ordinateurs mal montées, matériel informatique pas arrivé,



À Saint-Denis, pique-nique de protestation devant la mairie vendredi 3 octobre. PHOTO: THÈQUE ROUGE / JMB

pas de papier ni de savon dans les toilettes... Toutes les conditions pour provoquer des explosions sont réunies.

La semaine dernière, dans deux établissements, à Aubervilliers et Saint-Denis, les personnels ont arrêté le travail faisant valoir le droit de retrait. Il faut dire que les tensions autour des établissements sont avivées par le nombre de jeunes de moins de 16 ans qui ne trouvent de place ni en collège ni en seconde. Des centaines de jeunes errent autour des établissements d'où ils se font refouler sans solution. Résultats: intrusions et bagarres entre jeunes (parfois armés de marteaux, de barres de fer ou de sabres): dans un tel contexte, tout devient prétexte à affrontement.

Face au déni des pouvoirs publics – maires, conseil général, rectorat qui assure au mépris des réalités qu'ils font au mieux – l'espoir, c'est la construction de mobilisations qui se fédèrent. Depuis la rentrée, il n'y a pas un jour dans le département sans occupation d'école, cri de colère désespéré des parents. À Saint-Denis, une AG rassemblant des parents d'élèves, des enseignants et des animateurs s'est tenue le 30 septembre. Vendredi 3 octobre, elle a organisé un pique-nique devant la mairie sur le temps de grève des personnels de cantine et appelle à des occupations d'école avec rassemblement devant l'inspection le lundi 13 octobre. À suivre.

Cathy Billard



## Agenda

**Samedi 11 octobre, manifestation nationale de l'Andeva (Association nationale de défense des victimes de l'amiante), Paris.** À 14 h, parvis de la gare Montparnasse.

**Samedi 11 octobre, journée européenne d'action contre le Tafta.** Des actions partout en France et à travers l'Europe contre le Grand marché transatlantique. À Paris, à 14 h 30 place Stalingrad.

**Judi 16 octobre, journée interprofessionnelle pour la Sécurité sociale.** À Paris, à 13 h à Nation.

**À SUIVRE SUR**  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## NO COMMENT

J'ai dit en France que j'aimais les entreprises. Je l'ai même dit en allemand à Berlin. (...) J'aime les entreprises! My government is pro-business!

MANUEL VALLS, en visite à Londres lundi 6 octobre, devant la communauté financière britannique de la City.

grève, et fait le lien entre les revendications démocratiques et sociales: les restrictions démocratiques renforcent la mainmise des milieux d'affaires alors que les inégalités sociales et la précarité croissent dans le territoire. La Confédération a lancé un appel à la solidarité du mouvement syndical international et a effectivement reçu nombre de soutiens.

Tout le «monde chinois» est concerné par le combat engagé à Hong Kong. Pékin craint la «contamination» démocratique en Chine continentale et abuse des médias pour déconsidérer le mouvement. Les événements trouvent un écho particulier à Taiwan, où d'importantes mobilisations ont eu lieu contre la signature d'un traité de libre-échange sino-taiwanais. La République populaire (Pékin) et la République de Chine (Taïpei) étaient hier en état de guerre latente. Aujourd'hui, une alliance se noue entre le PCC et une partie des élites taiwanaises pour assurer la bonne marche de leurs affaires et une

mise sous contrôle des institutions, des réformes engagées depuis 1996 ayant instauré, selon les termes d'un chercheur engagé, une «démocratie libérale inachevée».

### Et maintenant?

Le «modèle de Hong Kong» – «un État, deux systèmes» – devait servir de référence à un rapprochement sino-taiwanais. Il est mis en cause aujourd'hui par le refus de Pékin d'honorer ses engagements en matière de suffrage universel dans l'ancienne possession britannique.

Les enjeux – démocratiques, sociaux et régionaux – sont considérables. Le PCC le sait, et a mobilisé des gangs mafieux dans les quartiers les plus peuplés de Hong Kong pour provoquer les manifestants. Initialement préparé dans le cadre d'«Occupy central with love and peace» (OCLP), le mouvement est aujourd'hui très largement spontané. Il exige la démission du chef



de l'exécutif, Leung Chun-ying, mais doit faire face à la contre-offensive de Pékin et des milieux d'affaires. Cependant, quoi qu'il se passe dans

les jours qui viennent, l'exigence du suffrage universel ne disparaîtra pas d'ici l'élection de 2017.  
Pierre Rousset

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction:**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion:**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration:**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
0414 P 11508

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication:**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction:**  
Manu Bichindaritz

**Maquette:**  
Ambre Bragard

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél.: 0148 70 42 22  
Fax: 0148 59 23 28  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



PMA ET GPA

## Le gouvernement donne des gages aux réacs



Un échantillon de la «Manif pour tous» dimanche 5 octobre... FISSO

Concernant l'égalité des droits, comme dans d'autres domaines, la rentrée gouvernementale n'annonçait déjà rien de bon. À la faveur du remaniement ministériel, le ministère des Droits des femmes était supprimé pour un Secrétariat d'État rattaché au ministère des Affaires sociales: tout un symbole, et pas des plus progressistes! Cette semaine, dans une interview donnée au journal *la Croix*, c'est aux défenseurs de la famille «traditionnelle» que Manuel Valls a décidé de s'adresser...

L'occasion pour lui de s'exprimer contre la gestation pour autrui (GPA), mais aussi de déclarer, sur la procréation médicalement assistée (PMA), que le gouvernement «n'avancera pas plus loin sur cette question tant que nous n'aurons pas l'avis du comité consultatif national d'éthique»... et de conclure que «dans ces moments de crise d'identité [?!], la famille est un repère, un pôle de stabilité.»

Rappelons qu'en France, la PMA n'est ouverte qu'aux couples hétérosexuels stériles mariés ou devant établir vivre en commun depuis au moins deux ans. L'ouverture de la PMA à toutes les femmes reste une revendication des mouvements LGBT et féministe sur laquelle le gouvernement met tout en œuvre... pour ne pas la faire aboutir! Et nous ne pouvons qu'accueillir favorablement, comme une première victoire, le récent arrêt de la Cour de cassation qui reconnaît à la compagne d'une mère d'un enfant né par PMA le droit de l'adopter.

### Ne rien lâcher sur l'égalité

Le NPA articule, dans ses revendications, droit à l'homoparentalité et droit des femmes à disposer librement de leur corps. Cela inclut en premier lieu de revendiquer le droit à la PMA pour toutes les femmes, quelle que soit leur situation (en couple ou célibataire)... et leur sexualité. Or, du refus d'intégrer cet amendement à la loi pour l'égalité des droits puis à la loi sur l'autorité parentale à la saisine du comité consultatif national d'éthique, le gouvernement ne cesse de tergiverser.

Concernant la GPA, nous nous opposons à la GPA marchande en tant que marchandisation du corps des femmes, d'autant que, dans le système capitaliste, les formes non marchandes de la GPA ne peuvent être qu'extrêmement limitées. Cela ne nous empêche pas de défendre le droit des enfants issus de GPA et notamment leur inscription à l'état civil pour éviter qu'ils ou qu'elles ne soient apatrides ou clandestins.

PMA, GPA, égalité des droits... Sur ces sujets comme sur d'autres, nous n'avons rien à attendre du gouvernement qui préfère «rassurer» les tenants d'une vision rétrograde de la famille, mais aussi du rôle et de la place des femmes. Cela ne fait que renforcer la réactionnaires de la «Manif pour tous» qui ont encore manifesté ce dimanche à Paris et Bordeaux contre «la GPA, la PMA et le genre», accompagnés, il faut le noter, de délégations de l'UMP et du Front national... Face aux attaques de la droite extrême et réactionnaire, il faut construire la riposte la plus large possible et ne rien lâcher sur l'égalité pour tous et toutes.

Abby Taro

PROFESSIONS LIBÉRALES

# Démagogies gouvernementales

Le mardi 30 septembre, pharmaciens, notaires, avocats, commissaires-priseurs et greffiers des tribunaux de commerce, biologistes de laboratoires privés, dentistes, médecins se sont rassemblés devant le ministère de l'Économie à l'appel de l'Union nationale des professions libérales (UNAPL). Ils se mobilisaient contre le projet de loi intitulé pompeusement «loi pour la croissance» lancé au début de l'été par Montebourg encore ministre...

Ce dernier prétendait s'attaquer à la situation de «rente» et de «monopole» des professions libérales pour «restituer l'équivalent de 6 milliards d'euros de pouvoir d'achat aux Français», en les ouvrant davantage à la concurrence et à des investisseurs privés extérieurs à ces secteurs. Grossièreté démagogique d'un gouvernement qui vise à désigner à la vindicte populaire des catégories sociales privilégiées pour faire oublier sa servilité à l'égard des maîtres de l'économie et de la finance auxquels il multiplie les cadeaux.

D'ailleurs, les mesures annoncées à l'encontre des professions libérales ne vont nullement dans le sens de l'intérêt des consommateurs, de la population mais, bien au contraire, elles visent à supprimer les réglementations qui limitent les possibilités de capitaux privés de s'investir dans ces secteurs d'activité. Le refus par les professions libérales de ces mesures est donc tout à fait légitime.

«L'indépendance professionnelle, la qualité et la sécurité des soins sont incompatibles avec les exigences de retour sur investissement qui seront inévitablement exprimées par les apporteurs de capitaux», indique l'Ordre national des chirurgiens-dentistes.

Enlever aux pharmaciens leur monopole sur la vente de certains médicaments pour l'autoriser dans les grandes surfaces ne fera en rien baisser leur prix, tout en mettant en cause la qualité du service. Mais le gouvernement préfère s'attaquer aux pharmaciens qu'à l'industrie pharmaceutique, intouchable...

### Tout pour les patrons et la finance...

Inquiets devant la convergence des mécontentements de cette petite et moyenne bourgeoisie, Valls a pris leur défense. Aussitôt, le nouveau ministre de l'Économie, Macron, lui a emboîté le pas: «Le mouvement de ce mardi est tout à fait légitime, je le respecte, mais c'est une manifestation contre des idées préconçues d'un projet qui n'a jamais été le mien»... tout en persistant sur l'objectif de «moderniser le pays» et de faire «baisser les prix pour les ménages et les entreprises» au bénéfice de la croissance. «Si on ne met pas l'économie française en mouvement, si l'on ne libère pas plus d'activité, on sera dans les sempiternels débats de répartition d'un gâteau qui a tendance à se rétrécir alors que la solution consiste à faire grossir le gâteau». Sauf qu'à défaut de grossir



DR

le gâteau, le gouvernement s'emploie activement à le répartir en faveur de la grande bourgeoisie patronale et financière, non seulement au détriment des salariéEs mais aussi de la petite bourgeoisie.

Le FN a bien compris le problème: «cette réforme ne vise pas à redonner du pouvoir d'achat aux Français, mais seulement à garantir des parts de marché supplémentaires aux grands groupes et aux grandes surfaces. Les impératifs de santé publique sont ignorés, et l'aménagement du territoire mis en danger. En ce sens, il s'agit bien d'un putsch ultralibéral contre le modèle français, putsch voulu par l'Union européenne et organisé par

l'UMPS.» Le FN voit dans les couches sociales qui ont manifesté le 30 une clientèle toute désignée pour lui, mais sa démagogie est symétrique de celle du gouvernement.

La dépendance vis-à-vis des banques des professions libérales est déjà grande, elle ne peut que s'accroître, réforme ou pas. Seule la création d'un monopole public bancaire et la socialisation de l'industrie pharmaceutique permettraient à ces professions une indépendance vis-à-vis des banques, tout en rendant possible l'organisation de leur activité dans un cadre public, pour satisfaire au mieux les besoins de la population.

Yvan Lemaître

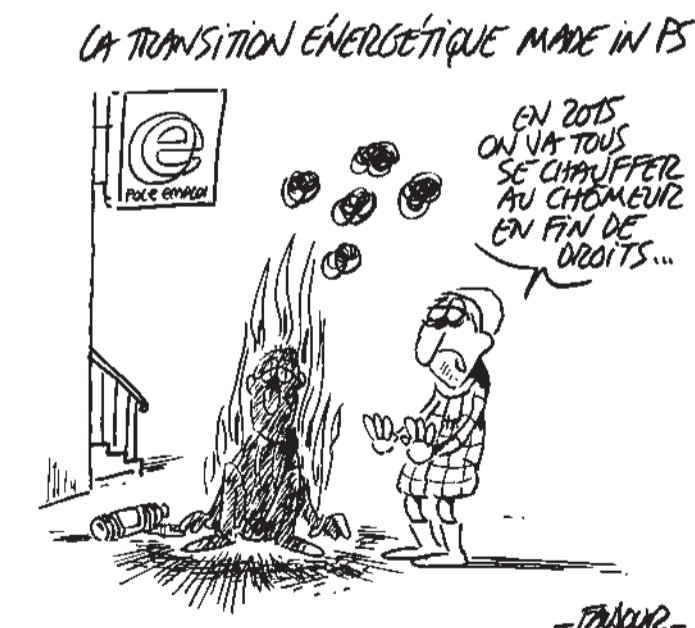
## TRANSITION ÉNERGÉTIQUE La maison brûle, Royal sort son arrosoir

Apparemment ambitieux, le «projet de loi sur la transition énergétique pour la croissance verte», débattu à l'Assemblée nationale depuis le 1<sup>er</sup> octobre, n'engagera pas la France dans la transition énergétique et n'apportera pas la croissance (fut-elle verte) rêvée par Hollande.

Les objectifs fixés sont contradictoires: réduction de la consommation d'énergie de 50% en 2050, réduction de la part du nucléaire... tout en conservant la même capacité nucléaire. Et les moyens n'y sont pas.

### Transports?

Ségolène Royal prend clairement ses ordres chez Ghosn et Proglío. Elle veut promouvoir les transports «propres», comprenez la voiture électrique. Le dispositif proposé, au coût faramineux, réduira peu les émissions de CO<sub>2</sub>. D'une part, il faut faire plus de 50 000 km avant d'émettre moins qu'un diesel. Mais surtout, même si les 2 millions de voitures électriques promises pour 2020 sont au rendez-vous (ce qui est très peu probable), il restera 38 millions de véhicules à moteur thermique. Un bonus record de 10 000 euros par voiture va être



accordé, soit 20 milliards d'euros. 7 millions de points de charge sont prévus (35 milliards d'euros, si les prix baissent de 75%). Les bourgeois citadins vont se faire dépolluer les centre-villes aux frais des banlieusards et campagnards. Pourtant, des solutions efficaces et moins coûteuses existent: transports publics gratuits, diminution de la vitesse...

### Production d'énergie?

On ne touche surtout pas au nucléaire: on ne fermera des réacteurs qu'au fur et à mesure de la mise en service de nouveaux... Pour Royal,

le nucléaire est un atout pour la France. Que Denis Baupin (EELV) ait rapporté un texte qui prévoit l'allongement de la durée de vie des centrales à 40 ans en dit long sur les ambitions écologiques de son parti. Voitures électriques et nucléaire vont main dans la main. Les autres mesures? Privatisation larvée des barrages hydrauliques par le biais de sociétés d'économie mixte. Construction de 1500 méthaniseurs: alors que les terres arables ont perdu les 3/4 du carbone qu'elles stockent, on va leur donner le coup de grâce pour faire du méthane. Développement de

«biocarburants» dont l'emprise au sol viendra concurrencer les cultures destinées à l'alimentation. Ainsi on réduirait notre dépendance au pétrole en y incorporant 3% de plus de «néocarburants»! Et enfin, développement de la biomasse, et donc destruction programmée des forêts.

### Habitat?

Le texte prévoit la rénovation de tous les logements (soit 33 millions) d'ici 2050 pour qu'ils deviennent à basse consommation. Mais où est donc le financement? La mesure phare est l'installation de compteurs d'électricité et de gaz «intelligents», dont le bénéfice pour les usagers est loin d'être assuré mais dont le coût, lui, leur incombera. Quant au chèque-énergie, qui remplace les tarifs sociaux, il permettra de remplacer «les chauffages électriques anciens et très consommateurs» par des chauffages électriques neufs... Croissance verte, transports propres, navires écologiques, chimie verte, nouvelle économie climatique... cette litanie d'oxymores ne peut masquer le vide de cette loi. Royal a eu le culot d'invoquer le récent sommet de l'ONU et la COP 21 qui se tiendra à Paris en 2015. Ban Ki Moon «compte sur la France pour entraîner et mobiliser le monde». Mais surtout, Royal a été «frappée de voir que le monde industriel et des affaires américain s'engagent... dans l'économie verte». Nul doute qu'ils feront de même en France, à coup de dizaines de milliards d'euros de subventions et de cadeaux fiscaux. Et ce n'est pas la simple expression «social-écologie» de Royal qui mettra sa piètre loi au niveau des enjeux de la crise écologique et sociale.

Commission nationale écologie

# SYRIE Kobane, ville symbole

Attaquée et assiégée depuis deux semaines environ, la ville kurde de Kobane au nord de la Syrie (Ayn Al-Arab en arabe) est en train de tomber entre les mains des forces réactionnaires de l'État islamique, communément appelé Daesh, qui bénéficient de la complicité de l'armée turque.

**K**obane a connu un exode massif de la population, en particulier vers la Turquie, dont les forces militaires ont commencé par fermer les frontières. Mais Kobane a résisté et continue de résister héroïquement face aux forces imposantes et lourdement armées de Daesh.

## Résistance exemplaire

Cette résistance – contrairement à d'autres villes telles Mossoul en Irak ou Raqqa en Syrie, tombées facilement et rapidement entre leurs mains – suscite l'admiration et fait figure d'exemple. Des manifestations dans plusieurs villes syriennes ont exprimé leur solidarité avec Kobane. Dans cette ville à majorité kurde, la résistance est organisée par le parti Union démocratique kurde (YDP) et ses forces militaires, les Unités de protection du peuple (YPG), et bénéficie aussi de la participation active d'au moins trois bataillons de combattants arabes présents dans la ville : bataillon « révolutionnaire de Al Raqqa », bataillon « Soleil du nord » et bataillon de « Jرابلس ». Le 4 octobre, l'Armée syrienne libre a décidé l'envoi de mille combattants pour défendre Kobane.

La coalition internationale dirigée par les USA a commencé à bombarder les positions de Daesh depuis le 23 septembre, sans réel effet pour l'instant, puisque Daesh qui était alors à soixante kilomètres de Kobane... occupe à l'heure où nous écrivons plusieurs quartiers de la ville.



La résistance des combattantes kurdes. DR

Le chef de l'Union démocratique kurde a déclaré le 30 septembre que son parti « a demandé des armes aux pays occidentaux, mais les USA et l'UE ont refusé jusqu'à maintenant... ». Kobane résiste, comme tout le peuple syrien, seul.

## Grèves et manifestations

L'émergence de Daesh est le fruit de l'occupation américaine de l'Irak et de la fusion du courant des djihadistes d'Al-Qaïda et des officiers baathistes de l'ancien régime de Saddam Hussein, ce qui lui confère un caractère fascisant. Son offensive militaire n'a pas ralenti depuis le début des bombardements de la coalition qui ont causé des victimes civiles, bien au contraire. Une centaine de manifestations

ont eu en Syrie le 26 septembre sous le slogan « Les civils n'ont pas besoin des nouveaux assassins internationaux ! », exprimant ainsi leur sentiment de l'inutilité des bombardements et une conscience « nationaliste » et anti-impérialiste émergente depuis la dernière agression sioniste contre Gaza. Ce changement d'état d'esprit des masses syriennes se traduit aussi par un retour aux origines du mouvement populaire et de la révolution, et se voit dans les slogans des manifestations du 3 octobre.

Mais les faits les plus notables restent deux grèves dans les régions libérées d'Alep. Celle des éboueurs d'Alep le 20 septembre contre le « gouvernement provisoire », organe de la coalition nationale de

l'opposition, et celle des agents de « la défense civile », équivalent des pompiers, contre le même « gouvernement » le 21 septembre. Il y a aussi la création le 3 octobre d'une campagne indépendante de dénonciation et de poursuites de la corruption au sein des structures de l'opposition...

## Retour aux sources?

Du côté des régions sous contrôle du régime, il est intéressant de noter le 2 octobre une manifestation importante dans les quartiers « loyalistes » de la ville de Homs, manifestation contre les responsables gouvernementaux, suite à une explosion qui a tué des dizaines d'enfants. Le même jour a eu lieu une manifestation dans le quartier « rebelle » de Homs en solidarité avec les familles des victimes. Ceci survient un mois après l'arrestation d'activistes « loyalistes » à l'origine d'une campagne de protestation appelée « Où sont-ils ? », contre l'abandon par le régime bourgeois et sanguinaire de centaines de soldats qui iront se faire massacrer par Daesh.

En juillet et août, les régions sous contrôle du régime ont été submergées par une avalanche de tracts frappés du slogan « Nous voulons vivre : tes enfants s'allongent au palais et nos enfants dans les cercueils ». Un des effets de l'intervention impérialiste en Syrie est le renouveau d'une conscience anti-impérialiste et sociale. Un retour aux origines de la révolution.

Ghayath Naisse

# BOLIVIE Vers un troisième mandat d'Evo Morales

Dimanche 12 octobre auront lieu en Bolivie des élections présidentielles et législatives. La réélection d'Evo Morales pour un troisième mandat ne fait aucun doute. La vraie question est de savoir si son parti, le MAS, conservera la majorité absolue au Parlement et s'il parviendra à contrôler les conflits sociaux qui montent.

**Q**uand Evo Morales est arrivé au pouvoir en 2006, porté par une mobilisation de masse contre la privatisation de l'eau et du gaz, la situation du pays était calamiteuse. Huit ans plus tard, la Bolivie affiche un taux de croissance de 5% et le chômage s'est réduit à 5% selon des experts indépendants. La balance commerciale et les comptes publics dégagent des excédents. Une série d'avancées en matière de santé, d'éducation et d'accès aux services de base, ont permis au gouvernement d'avoir le soutien d'une grande partie de la population la plus pauvre.

Sur le plan politique, le parti de Morales, le MAS, dispose d'une majorité de plus des deux tiers à l'Assemblée législative, et contrôle la majorité des régions et municipalités. Morales apparaît ainsi comme le seul dirigeant « progressiste » du continent dont le gouvernement ne soit pas en crise.

## Deux programmes...

Le duo formé par Morales et le vice-président García Linera était investi d'un mandat populaire : nationaliser



García Linera et Morales de tout cœur avec le capitalisme andino-amazonien. DR

les hydrocarbures, une Assemblée constituante, une réforme agraire. Mais ils avaient en fait leur propre projet : un « capitalisme andino-amazonien », défini par García Linera comme « la construction d'un État fort, qui régule l'expansion de l'économie industrielle, extraie ses excédents et les transfère vers les communautés pour développer des formes d'auto-organisation et de développement

marchand spécifiquement andin et amazonien ». Ceci s'accompagnait de l'adoption d'un modèle de développement capitaliste extractiviste basé sur l'exportation des matières premières.

Quand bien même la nouvelle Constitution consacre le « bien vivre » en « harmonie avec la nature », l'extractivisme impose sa logique économique. Pour mettre en œuvre sa politique

agro-industrielle, Morales a donné des subventions et aides aux latifundistes de Santa Cruz. Les inégalités se sont aggravées entre l'est du pays, tourné vers l'agro-exportation, et l'ouest indigène. La culture industrielle du quinoa et du soja a largement liquidé les cultures traditionnelles, menant à une augmentation de 28% des importations d'aliments. L'intensification de l'exploitation des hydrocarbures et des mines a mis en difficulté les rapports de Morales avec sa base indigène, à tel point que trois des quatre grandes organisations indigènes soutiennent des candidats de l'opposition.

La décision de maintenir à tout prix les comptes publics en excédent a provoqué de fortes confrontations avec le mouvement ouvrier. Les gens commencent à se demander comment il se fait qu'avec 15 milliards de dollars de réserves de change et un excédent commercial de 51%, 40% de la population vive toujours avec moins de deux dollars par jour, alors que le gouvernement légalise le travail des enfants.

Les contradictions entre les exigences populaires et le modèle économique de Morales ne pourront que s'aiguïser. Jusqu'à quand le peuple bolivien acceptera-t-il que le gouvernement applique un programme contraire à celui sur lequel il a été porté au pouvoir? C'est la grande inconnue du troisième mandat à venir.

## Virginia de la Siega

1- Álvaro García Linera, « Le capitalisme andino-amazonien », *Le Monde Diplomatique* (édition latino-américaine), <http://www.lemonediplomatique.cl/El-capitalismo-andino-amazonico.html>

# Le monde en bref

## Migrants naufragés La mort mondialisée.

Rien de vraiment nouveau sous le soleil de Lampedusa. La mer continue d'y charrier son lot de cadavres : plus de 3 000 migrantEs morts depuis janvier, alimentés par les conflits qui frappent la Syrie, la Libye, la Somalie ou l'Érythrée : les frontières terrestres étant plus que jamais verrouillées par l'UE, leurs victimes n'ont guère d'autre choix que de prendre la mer sur des embarcations de fortune. Depuis fin 2013, l'Italie a mis en place une opération de sauvetage dite « Mare Nostrum » qui, intervenant assez loin des côtes jusque dans les eaux libyennes, a au moins permis de sauver plusieurs dizaines de milliers de personnes. Mais les Italiens menacent d'y mettre un terme si l'Europe ne prend pas le relais. Or, imaginer que cela pourrait relever d'un dispositif du type Frontex +, comme cela est aujourd'hui évoqué, tient de la sinistre plaisanterie puisque, jusqu'à nouvel ordre, ce sont bien les contrôles qui sont responsables du nombre de morts.

L'équation est en effet immuable. Puisque les migrants sont prêts à risquer leur vie – qui, dans les pays qu'ils fuient, ne se monnayent de toute façon plus pour grand-chose – prétendre s'opposer à leur venue, c'est les exposer à payer comptant ce prix. Une tragédie de situation, une implacable logique, découlant d'une volonté politique délibérée.

La Méditerranée, de ce fait, n'est pas le seul théâtre de tels drames. À Mayotte, dans l'océan Indien, ce sont des milliers de corps qui se sont échoués sur les plages depuis l'instauration en 1994 du visa Balladur destiné à s'opposer à l'immigration en provenance des autres îles des Comores. Les gouvernements français successifs sont directement responsables de cette hécatombe et l'actuel n'est bien sûr pas près de revenir sur cette mesure.

Le nombre d'hommes et de femmes qui, dans le monde, n'auront jamais atteint le pays de leurs rêves est impossible à déterminer. La Mort, elle, circule librement.

## Afghanistan Vers un scénario irakien?

« Jour historique » selon Barack Obama. Mardi 30 septembre, l'Afghanistan et les États-Unis ont signé, après un an de tractations, un accord bilatéral de sécurité permettant aux troupes américaines de rester en Afghanistan au-delà de 2014. Un texte similaire a été signé avec l'Otan. Au final, ce sont 12 500 soldats des troupes d'occupation, dont 9 800 Américains, qui resteront en 2015 avec pour mission d'entraîner et de conseiller les forces de sécurité afghanes et aussi de mener des missions de combat contre les talibans.

Il aura fallu plus de 3 mois pour que soit désigné le nouveau président qui n'a en fait aucune légitimité tant la fraude électorale a été importante. Cette désignation est le résultat d'un compromis entre Ashraf Ghani et son rival défait Abdullah Abdullah qui serait « chef de l'exécutif » du nouveau gouvernement, un compromis imposé par les Américains mais dont personne ne sait combien de temps il peut tenir.

Derrière les rivalités de chefs, il y a des rivalités ethniques. Ghani concentre ses appuis chez les Pachtounes du Sud, et Abdullah chez les Tadjiks du Nord. Une éventuelle partition du pays est une forte probabilité d'autant que les talibans n'ont abdicqué de rien et manifestent leurs ambitions par des attentats. Ils ont qualifié Ghani et Abdullah de « nouveaux employés américains au gouvernement de Kaboul » et accueilli la signature de l'accord par un « Mort à l'Amérique ». On est loin de la réconciliation nationale...

Les troupes de l'Otan ne devraient pas rester au-delà de 2017, une date aussi peu réaliste que les prétentions à réaliser la réconciliation nationale. Les plaies ouvertes par l'occupation russe puis américaine sont toujours béantes. En restant, les USA et l'Otan espèrent éviter un scénario à l'irakienne. Tout au plus en repoussent-ils l'échéance pour masquer une débâcle dont les populations sont les premières victimes.



## SANTÉ ET TRAVAIL

# La violence organisée

## Une dissim

Traditionnellement les quest en compte par les organisati reste le salaire, le partage de dans l'après 68, prendre en ôté tout aspect subversif à ce chômage n'a fait que renfor

### Une constante minoration

Cette invisibilité politique et sociale s'appuie sur une sous-estimation systématique de la réalité de l'accidentologie et de l'ampleur des maladies professionnelles. L'invisibilité de cette question est renforcée par la difficulté à engager des luttes, des mobilisations sur ces questions. Il aura fallu le scandale de l'amiante et ses dizaines de milliers de décès, les vagues de suicides «révélant» les risques psychosociaux à La Poste ou chez Renault pour que les questions de la santé, de souffrance au travail, deviennent des faits politiques.

Les seules évaluations qui s'approchent de la réalité sont celles concernant les suicides – autour de un par jour – et des accidents mortels – autour de deux par jour. Le caractère exceptionnel des ces événements les rend difficilement masquables.

Pour les accidents du travail, l'administration reconnaît une sous-déclaration de près de 10% pour les accidents avec arrêt (sur un total de 750 000 accidents) et de près de 50% pour les accidents sans arrêt (sur 550 000). En ce qui concerne les cancers, moins de 2000 (dont 80% liés à l'amiante) sont reconnus comme consécutifs à une activité professionnelle, contre 5 à 10 000 attribuables... Pour les

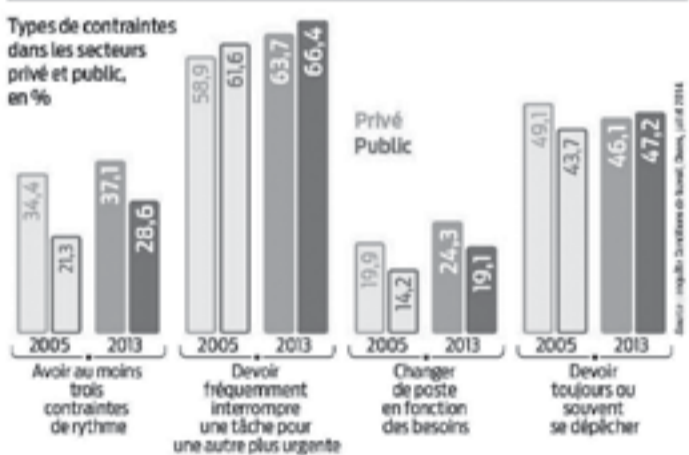
## Derrière les chiffres

L'expression de la souffrance au travail liée à son intensification s'entend quotidiennement, que l'on travaille dans la métallurgie, la chimie, une banque, une grande surface, La Poste ou un hôpital. Mais la mise en statistiques, courbes, graphiques par la très officielle Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques) permet de valider que, comme le rappelait Marie Pezè, «Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés»<sup>1</sup>.

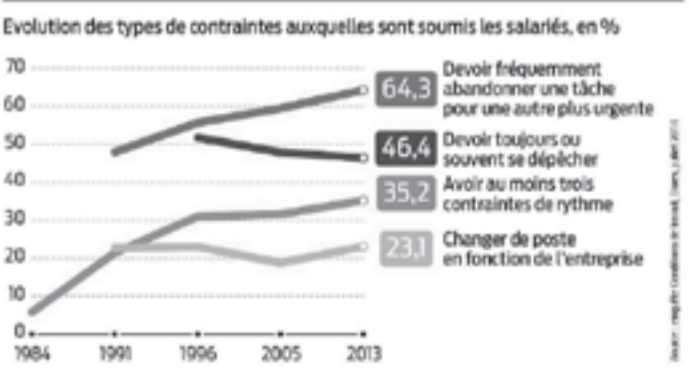
### DES MARGES DE MANŒUVRE PLUS ÉTROITES



### LA FONCTION PUBLIQUE ELLE AUSSI SOUS PRESSION



### L'INTENSITÉ DU TRAVAIL EST À LA HAUSSE



La dernière publication de la Dares de juillet 2014 sur les conditions de travail s'intitule clairement: Reprise de l'intensification du travail chez les salariés. Après une pause entre 1998 et 2005, l'aggravation des conditions de travail est répartie à la hausse depuis cette date. Ainsi la proportion de salariés soumis à au moins trois contraintes (cadence, collègues, clients, norme de production à l'heure, à la journée hors contrôle ou suivi informatique) est passé de 6% à 35%. Derrière cette moyenne se cache une pointe maximum de 50% d'ouvriers concernés, mais aussi une généralisation à l'ensemble des salariés, avec 30% de concernés pour les employésEs

et près de 26% pour les cadres. Les contrôles liés à l'informatique concernent aujourd'hui 35% des salariés contre 25% en 2005.

### Sous la contrainte...

Si les marges de manœuvre des salariés baissent faiblement, et les variations d'horaires progressent aussi faiblement, il est symptomatique de constater la baisse significative de la possibilité d'arrangements entre collègues en matière d'horaires: de 47% en 2005 à 42% en 2013. La généralisation de l'informatique et des téléphones portables rend toujours plus perméable la séparation travail / vie privée. Si les femmes sont plus nombreuses

à utiliser l'informatique et internet (74% contre 68% pour les hommes), elles sont moins nombreuses à utiliser un ordinateur portable (19% contre 28,5% pour les hommes). Quant aux contraintes physiques, si leur progression est ralentie, il est toujours impressionnant de voir qu'on est passé de 12% de salariés soumis à au moins trois contraintes physiques (rester debout, longs temps dans une posture pénible, port de charges, vibrations, bruit... 15% pour les hommes et 7% pour les femmes) en 1984, à 34% en 2013 (40% pour les hommes, 28% pour les femmes).

Robert Pelletier

1- Psychologue du travail, à l'origine en 1997 de la première consultation «Souffrance et travail»

## Attention

Depuis quelques années, les restructurations et la mise en

Le paiement à l'acte, l'intéressement des praticiens hospitaliers aux résultats financiers de leur service, les dépassements d'honoraires à l'hôpital, l'installation du privé lucratif dans les locaux hospitaliers, compromettent un accès aux soins égalitaire et de qualité. Ils sont aussi la source d'une profonde perte de sens des métiers de soignants ou para-soignants (techniciens sur les machines biomédicales, travailleurs sociaux, secrétaires, administratifs ou ouvriers dont l'action a un impact sur les usagers). Les actes de résistance au passage de l'«hôpital excellence» à l'«hôpital entreprise» sont nombreux.

### La souffrance au quotidien

La tarification à l'activité<sup>1</sup> est devenue le mode de financement quasi exclusif des hôpitaux depuis 2008. Mis en place sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy, ce mode de financement entraîne une recherche de taylorisation des soins, souvent par des méthodes de «lean-management». Alors que le «prendre soin» constitue une source de sens et d'engagement professionnel fondamental dans tous les métiers hospitaliers, les petites actions qui conditionnent

## Paroles de DRH

### Évitez la bataille rangée avec le syndicat radical

Les rumeurs de fraude aux AT offrent une opportunité aux leaders syndicaux qui développent une stratégie systématique de mise en cause de l'entreprise. Leur profil type: des choix idéologiques, une appartenance à l'extrême gauche, une stratégie consistant à investir le CHSCT, les enquêtes RPS, et à menacer de provoquer des droits de retrait à tout propos.

Ces militants sont jeunes et bons juristes. Ils ont leur réseau auprès de la presse locale ou nationale. L'entreprise peut être entraînée dans un piège qui consiste à vouloir les contraindre, à les affronter sur leur terrain, à transformer les réunions de CHSCT en batailles rangées et à communiquer en réaction à des tracts assassins.

Extrait de <http://negociationsociale.com/2012/04/accidents-du-travail-evitez-le-piege-michelin>



# Contamination organisée

Les actions d'organisation et de santé au travail sont peu prises en compte par les syndicats. L'enjeu principal de la lutte des classes est la plus-value. Si une organisation comme la CFDT a pu faire évoluer ces questions, son évolution politique générale a été limitée. La croissance quasi ininterrompue du chômage est une tradition.

Les troubles musculo-squelettiques (TMS), près de 50% ne seraient pas déclarés. Pour les asthmes et la broncho-pneumopathie chronique obstructive (BPCO), 30% de sous-reconnaissance, et 90% en ce qui concerne les dermatoses et la surdité. Environ 25% des arrêts pour maladie de longue durée ont un lien avec un problème rhumatologique, 45% des arrêts sont en rapport avec un problème rhumatologique et psychique, deux affections très liées entre elles et favorisées par le travail. Pour autant, il n'y a pas à ce jour d'évaluation de la sous-déclaration des affections dorsales et lombaires.

Le coût de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles qui pèse sur la Sécurité sociale a été évalué entre 587 millions d'euros et 1,1 milliard d'euros...

## Mensonges, menaces et sanctions

Un des moyens essentiels de la sous-évaluation consiste en une «externalisation» des causes. Ainsi, l'exposition à l'amiante résulterait du bricolage à la maison et ne serait dangereuse que pour les fumeurs. De même pour les lombalgies qui résulteraient également du bricolage ou de la pratique de sports.

Pour les cancers liés à l'utilisation de produits toxiques dans les entreprises ou les chantiers, la détection, leur reconnaissance comme liés aux risques professionnels est une véritable course d'obstacles. Les atteintes à la santé dues au travail sont systématiquement renvoyées à des situations individuelles dans lesquelles le travail n'est qu'un élément parmi d'autres. Individualisation et culpabilisation accentuent les pressions à la sous-déclaration. La généralisation de la reprise d'activité sous arrêt de travail contribue à une minoration des conséquences des accidents ou des maladies professionnelles. La sous-déclaration est systématiquement organisée. Les pressions, menaces, sanctions salariales et de déroulement de carrière, permettent ainsi aux directions d'entreprise de faire baisser drastiquement les statistiques. Mutations, licenciements sont souvent au bout de la trajectoire d'un accidenté du travail. Même les médecins du travail, censés être des acteurs essentiels de la prévention, sont victimes de pressions, voire de répression (voir le cas cas du Docteur Huez<sup>2</sup>).

### R.P.

- 1- Affections touchant les muscles, les tendons, les nerfs, les articulations et les os.
- 2- <http://www.humanite.fr/le-medecin-sinteressait-de-trop-pres-au-travail>

# Amiante: lutte contre le crime organisé

Pour un procès pénal! Ce samedi 11 octobre, des milliers de victimes de l'amiante et leurs familles vont participer à la manifestation annuelle organisée par l'Andeva (Association nationale des victimes de l'amiante) et de nombreuses associations départementales de victimes...

**M**algré l'âge, la maladie ou la douleur d'avoir perdu des êtres chers, la plupart des participantEs viendront affirmer leur volonté commune de voir enfin se dérouler en 2015 le procès de l'amiante en France. Pourtant, la justice ne semble pas pressée d'organiser le procès alors que le dossier d'instruction est bouclé depuis plusieurs mois.

## Tous responsables, aucun coupable

Et pourtant, qui a organisé la diffusion de la fibre mortelle en Europe lorsque les USA ont banni l'amiante et cela jusqu'en 1997? On le sait: le lobby patronal mené par Eternit, Saint-Gobain et d'autres groupes internationaux.

Qui a fermé les yeux, tandis qu'on contaminait des centaines de milliers de salariéEs, de l'amiante ou qui l'utilisaient sans même le savoir, d'enfants et d'étudiants scolarisés dans des locaux amiantés, de sportifs aux gymnases floqué, et bien d'autres? On le sait: les gouvernements successifs et en particulier leur Direction générale du travail, bras armé du ministère du Travail, une bonne partie des prestigieux mandarins de la pneumologie française, de pseudo experts techniques pourris ou abusés, et même des représentants du personnel, tous embrigadés de 1982 à 1995 dans le Comité permanent amiante pour prôner un meurtrier



«usage raisonné de l'amiante». On comprend pourquoi la tenue d'un procès est sans cesse repoussée: on y verrait la terrifiante opération criminelle patronale et gouvernementale qui aura tué, au nom du profit, 100 000 personnes en France d'ici 15 ans.

## Lutter contre de nouvelles contaminations

Nous devons appuyer les associations anti-amiante, Ban Asbestos France, l'Andeva, et leurs multiples associations départementales, dans ce combat. Il faut imposer une cartographie complète et centralisée de la

présence d'amiante dans toutes les entreprises, administrations, établissements scolaires et logements, et y introduire une signalétique amiante visible et une cartographie précise des régions et zones amiantifères (Corse, Kanaky, etc). Le suivi médical et l'indemnisation doivent être à la hauteur du crime, sans limite budgétaire a priori et supportés par les industriels criminels.

Depuis peu, sous la pression interne et internationale, le Canada a mis fin à ses exportations, car l'usage de l'amiante n'était plus autorisé sur place depuis longtemps. Mais la production

mondiale d'amiante se porte bien: la Russie, la Chine, l'Afrique du Sud, le Brésil, inondent la planète de 2 à 3 millions de tonnes de ce poison qui tue massivement au fil des ans.

Nous avons besoin d'une internationale anti-amiante active, mobilisatrice et s'appuyant sur les multiples populations contaminées. Beaucoup des associations fer de lance de ces mobilisations se retrouveront à Turin en novembre pour la conclusion du premier procès mondial contre Eternit Italie et ses dirigeants.

Francis Judas

Liens utiles:

- Ban Asbestos France: <http://www.ban-asbestos-france.com>
- Andeva: <http://andeva.fr>
- Association Henri Pezerat: <http://www.asso-henri-pezerat.org>
- Ibas (International Ban Asbestos secretariat): <http://www.ibassecretariat.org> (en anglais)

«Amiante, plus jamais ça!»

**Sam. 11 octobre**

**MANIFESTATION NATIONALE À PARIS**

À 14 h sur le parvis de la gare Montparnasse

# Un hôpital malade

Les agents hospitaliers du CHU de Toulouse subissent les effets de la casse de l'hôpital public.

La qualité du soin<sup>2</sup> ne sont plus valorisées par la hiérarchie, et ne sont plus prises en compte pour l'attribution des effectifs ou le remplacement des absences. Le sous-effectif par rapport à la charge de travail réelle est devenu la «règle d'or» de l'austérité à l'hôpital. La situation de souffrance du personnel hospitalier prend alors de multiples formes: épuisement physique dû au non-respect de la réglementation du temps de travail, souffrance éthique due à la sensation de mal faire son travail<sup>3</sup>, ce qui signifie en milieu hospitalier être maltraitant...

## Des résistances

L'acte de soin et de prendre soin résiste, par des actes individuels<sup>4</sup>, au modèle de prestation marchande et aux exigences de l'évaluation comptable. Mais le plus souvent, c'est une «explosion» silencieuse que l'on observe derrière la façade des services «qui tournent bien»: démissions, requalifications, accidents de travail, maladies professionnelles, épuisements professionnels, «burn-out» allant même jusqu'au suicide<sup>5</sup>... Ce cocktail explosif est encore aggravé par des pratiques managériales brutales, parfois violentes: culpabilisations pour venir

travailler sur les repos, «mobilité» des agents entre services au mépris du bon fonctionnement, notations humiliantes, entretiens individuels jugeant le «savoir-être» des agents et non le «savoir-faire», encouragement à la démission, licenciement de contractuels... Fort heureusement, les résistances collectives ne sont pas absentes, comme en témoignent les mobilisations construites par la Convergence des luttes contre l'Hôstérité tel le récent rassemblement du 23 septembre.

### Julien Terrié

- 1- C'est-à-dire la réciprocité entre l'équilibre du budget (voire les bénéfices) et une quantité d'actes de soins.
- 2- Comme les explications des actes aux malades, les protocoles complexes pour éviter certains risques dus aux soins, les attitudes pour éviter les violences venant parfois des usagerEs, etc.
- 3- Principe même de «l'injonction contradictoire» qui consiste ici à faire plus avec moins de monde et moins de moyens.
- 4- Grâce à des désobéissances «éthiques», des stratégies d'adaptation et un «bricolage» instauré par les agents eux-mêmes qui vont jusqu'à mettre leur vie privée de côté pour soigner correctement.
- 5- Selon l'Institut national de veille sanitaire, ce sont les professions de la santé et du social qui totalisent le plus de suicides.

# Santé au travail contre management néolibéral

Dans la bataille pour gagner toujours plus d'argent, la dernière théorie en vogue est le «lean management» (du mot anglais lean = maigre, léger) qui reprend l'image du dégraissage constant: il s'agit de supprimer le gras, tailler dans les effectifs... au risque, comme pour l'anorexie, de déboucher sur la mort. Mort des salariés épuisés, mort de l'entreprise qui finit par ne plus fonctionner.

## Petit inventaire...

Grâce à l'informatique, les patrons veulent tout contrôler en temps réel. Le progiciel SAP règne en maître: il indiquerait à tout instant les secteurs où l'on gagne de l'argent... et éventuellement là où l'on en perdrait (ou l'on en gagnerait pas assez!). La fameuse interdiction de parler venue du 19<sup>e</sup> siècle, traduite en «ne parler que du travail». Suppression des déplacements inutiles qui permettaient de causer avec les collègues. Tout ce qui n'est pas discours sur l'amélioration de la productivité doit être exclu de l'entreprise.

Des bureaux, des ateliers, on veut exclure les syndicats et leurs tracts, les activités culturelles, les fumeurs, les sportifs, les joueurs, les amoureux... Interdiction des téléphones portables sous prétexte de sécurité, des interruptions de tâche qui risquent de faire perdre sa concentration au salarié: dire bonjour et prendre des nouvelles est une interruption de tâche potentiellement dangereuse... La formation, qui autrefois en salle

donnait lieu à des échanges collectifs, est remplacée par la formation individuelle sur ordinateur, sur le temps libre et même si possible chez soi...

Surveillance par vidéo, par compteurs informatiques, des ventes, des pièces réparées ou fabriquées. Surveillance par le chef, avec les fameux bureaux paysagers. Surveillance par le client qui l'on met en contact direct avec le salarié, supprimant les obstacles et les guichets, au risque de violences. Chez Japan Airlines, on équipe le salarié de montres qui donnent sa position dans l'aéroport pour pouvoir l'envoyer à tout instant en renfort. Les routiers, eux, sont pistés par le GPS de leur camion: une pause trop longue, et c'est le coup de fil!

Chasse aux pauses: on les met en fin de service, comme le repas, pour que les salariés partent plus vite chez eux et supprimer ces derniers moments collectifs. Ou alors on les échelonne dans la journée, le salarié prend sa pause, tout seul. Autoflicage par le salarié lui-même,

à qui l'on fait accepter lors des fameux entretiens individuels des objectifs qu'il ne pourra que difficilement atteindre, et qui seront réévalués chaque année.

Suppression de nombreux services administratifs: le salarié doit se débrouiller sur son temps libre pour résoudre ses problèmes de paie, de maladie, ou de factures. Résultat: un travailleur isolé, déprimé, épuisé, qui parfois ne voit que le suicide comme forme désespérée de protestation. Une souffrance sociale qui se traduit en arrêts de travail et dépressions (qui coûtent très cher à la société).

## Résister au quotidien

Heureusement il y a de la résistance, avec paradoxalement une stagnation de la productivité depuis 2005 dans les pays industrialisés. D'où la volonté de baisser le salaire horaire et d'augmenter le temps de travail. Il faut refuser les dispositifs de surveillance en se servant des limites légales. Se cacher: affiches sur les baies vitrées, plantes, dossiers...

## Paroles de DRH

**Parade:** Valoriser les élus CHSCT des syndicats investis dans un vrai travail de prévention et se mettre d'accord avec eux pour développer un plan de prévention; leur reconnaître un pouvoir et une légitimité qui leur donnent les moyens d'être crédibles vis-à-vis des salariés et d'isoler les militants les plus radicaux.

Extrait de <http://negociationsociale.com/2012/04/accidents-du-travail-evitez-le-piege-michelin>

Organiser des espaces de subversion. Le premier est par exemple l'espace fumeurs. Organiser des pots. Fêter les événements familiaux. Développer les échanges... Utiliser les nouvelles technologies: les réseaux sociaux, les mails sont des moyens très pratiques de faire circuler clandestinement tracts, infos, blagues... Échanger sur les rendez-vous sportifs, suivre la course transatlantique sur internet... pour développer la sociabilité et le collectif.

Jouer sur les nécessaires échanges et coopérations dans le travail. Retourner le mécontentement du client contre la hiérarchie. Ce combat dépasse les frontières de l'entreprise, car la charge pèse sur le salarié mais aussi sur le client qui peut «péter les plombs». C'est la société du low cost, où l'on n'a plus de services, sinon payants. Mais on n'a plus d'argent, alors... Des protestations, des révoltes se produisent. À nous de les mettre en valeur. Pour mieux retrouver le sens du travail, être utile aux autres.

Joël Le Jeannic

CONTINENTAL ET SANOFI

## Même combat!

La semaine dernière, la justice a donné successivement raison aux ex-salariés de Continental et de Sanofi. La preuve qu'une action syndicale, qui combine lutte radicale et utilisation de toutes les ressources du droit, peut payer, même après plusieurs années.

La cour d'appel d'Amiens, saisie par Continental, a confirmé les jugements des prud'hommes de Compiègne, allouant à 680 ex-salariés des dommages et intérêts compris entre 7 000 et 100 000 euros en fonction de leur ancienneté. L'absence de motif économique, déjà mis en lumière par la justice administrative qui avait annulé le licenciement des représentants du personnel dont Xavier Mathieu, est confirmée, tout comme le rôle de la maison mère allemande, Continental AG. Il faut espérer que cette dernière n'ait pas l'impudence de poursuivre la procédure, de sorte que les travailleurs, dont une minorité a depuis retrouvé un emploi, puissent enfin se construire un futur. Saisie par six salariés de Sanofi ainsi que la fédération CGT de la chimie, la cour administrative d'appel de Versailles a annulé la validation par la Direccte du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) en raison de l'absence d'accord majoritaire de ce dernier. Une bonne nouvelle pour les travailleurs licenciés qui vont pouvoir eux-aussi saisir les prud'hommes pour demander réparation, mais aussi pour le personnel encore en poste, victime d'une surcharge de travail car il convient d'aller au bout de la logique de ce jugement : revenir à l'effectif présent avant les licenciements sur les différents sites impactés.



Les Sanofi devant le stand du NPA lors de la fête de l'Humana. PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

### Des victoires au goût amer

Pour autant, l'usine Continental de Clairoux (60) a fermé, et la direction de Sanofi n'a pas attendu les résultats des décisions de justice pour prononcer les licenciements, ce qui fait obstacle à toute réintégration. C'est d'autant plus rageant qu'il en sera probablement de même pour les Goodyear d'Amiens suite aux premiers refus par l'inspection du travail du licenciement de salariés protégés. C'est bien un droit de veto des comités d'entreprise et des syndicats, un contrôle ouvrier sur la production et l'expropriation des entreprises qui licencient alors qu'elles font des profits, qu'il nous faut : seul un mouvement d'ensemble du monde du travail est à même de l'imposer. LD

# Prendre la rue, et continuer...

Pourtant totalement discrédité, le gouvernement n'hésite pas à amplifier sa politique guerrière en Irak, en Syrie et en Afrique, à multiplier les mesures antisociales. Dans le même temps, Valls s'aligne sur les plus réactionnaires, continue à se présenter en meilleur ami des patrons, tout en jouant les gros bras face aux grévistes. Et pour faire bonne mesure, le pouvoir multiplie la répression contre les militantEs, l'interdiction de manifestation ou de réunion publique...

Plainement écouté, le Medef multiplie ses exigences (suppression de jours fériés, du SMIC, des 35 heures, du CDI...). La réduction de la Sécurité sociale à un service minimum, l'augmentation du temps de travail, le report de l'âge légal de départ en retraite, la réduction du code du travail aux exigences du patronat sont plus que jamais dans ses objectifs. Encouragés par les renoncements du pouvoir, les mouvements réactionnaires renouvellent leurs démonstrations de force dans la rue. L'extrême droite politique profite du dégoût, du rejet de ces politiques et des partis qui les mettent en œuvre.

### Des résistances, des luttes qui gagnent

Les pilotes d'Air France, les femmes de chambre de l'hôtel de luxe Park Hyatt, viennent de nous rappeler que la mobilisation, la grève, étaient encore le moyen de faire reculer les patrons et les gouvernements. Les personnels des services hospitaliers restent déterminés et leurs mobilisations ont déjà permis des victoires à Caen ou Villejuif. Les retraités étaient massivement dans la rue le mardi 30 septembre. Les précaires, les intermittents, les privés d'emplois étaient également mobilisés le 1<sup>er</sup> octobre. Les salariés de Ford, soutenus par celles et ceux de différents secteurs de la région, se sont rappelés au bon souvenir de leur patron et du gouvernement au Mondial de l'Auto le 4 octobre. Ce samedi 11 octobre, des milliers de victimes de l'amiante et leur proches exigeront la condamnation des responsables de cette mortelle contamination. Ce même jour, des manifestations sont prévues contre le Tafta, traité instaurant une zone de libre-échange transatlantique, et contre



Mardi 30 septembre les retraités manifestent. PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

la fracturation hydraulique. Autant de luttes qui, après celles des cheminotEs, des postierEs, de Notre-Dame-des-Landes, montrent que des résistances sont possibles, base de l'indispensable « Tous ensemble ».

### Complicité et passivité

Dans cette situation, on pourrait s'attendre à ce que les directions syndicales mettent tout en œuvre pour encourager, fédérer, rassembler ces luttes, ces mobilisations. La CFDT et ses alliées approuvent l'essentiel des mesures gouvernementales et sont prêtes à tout négocier avec un patronat bien déterminé à poursuivre ses offensives. Pour la direction de la FSU, c'est la plus grande discrétion afin de ne pas fâcher un gouvernement à l'encontre duquel les critiques restent très modérées. Du côté de la direction de la CGT, dont l'isolement interne est grandissant, c'est, de

fait, le dialogue social qui sert de boussole. Pour elle non plus, pas question d'aller vers un affrontement avec le gouvernement. Et pour compléter le tableau, la proximité d'élections professionnelles, à fort enjeu en matière de représentativité, amplifie les concurrences et limite les volontés de mobilisations unitaires.

### La rue est à nous!

Mais après la nouvelle démonstration des forces réactionnaires dimanche dernier, il est encore moins question de leur laisser le monopole de l'occupation de la rue, des mobilisations antigouvernementales. La journée de mobilisation du 16 octobre doit servir à regrouper, à faire converger les résistances. Même si les hésitations ou les manœuvres des directions syndicales ne favorisent pas la mobilisation. Toutes celles et ceux qui sont mobilisées contre « l'Hôpitalité » dans la santé, contre les attaques en direction des précaires, des chômeurEs, des retraités, qui se battent pour défendre leurs emplois, etc. doivent se retrouver pour crier leurs colères. Contre ce gouvernement aux ordres du

Medef, contre des actionnaires et des patrons toujours plus exigeant et arrogant. Et, à Paris, il faut être présents, dès le matin, avec les salariés de l'automobile et de la métallurgie CGT devant le Mondial de l'Auto. Mais cette journée ne doit pas être une nouvelle journée sans lendemain. Dans les semaines qui viennent, le vote du budget va concrétiser la politique antisociale du gouvernement. Partout discutons, décidons, inscrivons-nous dans une démarche de mobilisation nationale, interprofessionnelle, assise sur des grèves et des manifestations. Il est urgent de faire reculer ce patronat, ce gouvernement et ces forces réactionnaires. Robert Pelletier

## Jeudi 16 octobre JOURNÉE DE MOBILISATION

### À PARIS :

- Rassemblement à 10 h 30 devant le Mondial de l'Automobile (Porte de Versailles)
- Manifestation à 13 h place de la Nation

## SEITA CARQUEFOU (44) Six salariéEs en grève de la faim pour sauver leurs emplois!

Six salariéEs de la Seita de Carquefou ont entamé depuis le 29 septembre une grève de la faim. Par ce geste, pour lequel ils risquent leur santé et leur vie, ils veulent imposer une réouverture des négociations à la multinationale.

La direction du groupe veut bâcler son « plan de sauvegarde de l'emploi » en neuf mois seulement : ce n'est plus de la négociation, c'est de l'exécution d'emplois! Au-delà des 327 emplois de la Seita, avec les sous-traitants dans la région de Nantes, ce sont près de 600 emplois que les actionnaires s'approprient à détruire.

Et la tâche de la multinationale est considérablement facilitée par la complicité d'un gouvernement qui se comporte comme le valet des actionnaires d'Imperial Tobacco, comme il a été celui d'Arcelor-Mittal.



Dans la manif des Seita à Paris le lundi 22 septembre. PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

### Le bras de fer continue

Nous dénonçons l'inaction de ce gouvernement qui n'a rien fait pour sauver ces emplois. Nous dénonçons Jean-Marc Ayraut et son « crédit d'impôt pour la compétitivité et

l'emploi » : les 660 000 euros versés par l'État, la Seita n'en avait aucun besoin au vu des ses bénéfices, et la preuve est faite qu'il n'ont servi à rien. Nous dénonçons la loi scandaleuse qui fera verser

60 millions d'euros à la Seita pour son soi-disant « plan de sauvegarde de l'emploi ». Nous dénonçons le mensonge pur et simple de la promesse de campagne n°35 de François Hollande (« renchérir le coût des licenciements pour les entreprises qui versent des dividendes ») : il fait exactement le contraire.

Enfin, nous dénonçons le communiqué ridicule du PS 44 : réclamer le remboursement des 660 000 euros de cadeau aux actionnaires de la Seita, c'est comme réclamer le bouchon du champagne qu'on a servi. Les Seita ont besoin d'un soutien réel, et pas d'un blabla politicien. Et dans ce bras de fer, ils ont besoin de tout le soutien de la population et des militantEs engagés à leur côté. Pour eux la lutte continue!

CorrespondantEs NPA 44

## INTERMITTENT-E-S ET PRÉCAIRES ----- Première étape franchie

Le gouvernement espérait qu'après l'été, la mobilisation des intermittentEs et des précaires s'essoufflerait. Une fois encore, il a sous-estimé ce mouvement qui dure depuis maintenant 6 mois.

Soutenue par la Coordination des intermittents et des précaires (CIP), la CGT spectacle avait déposé pour mercredi 1<sup>er</sup> octobre un préavis de grève. La date n'était pas choisie au hasard. C'est, en effet ce jour-là qu'entrerait en vigueur la deuxième partie de la convention de l'assurance chômage avec, entre autres, les « droits rechargeables », axe emblématique de la réforme : abandon du principe de mutualisation et de solidarité inter-professionnelle, entrée dans un système de capitalisation. Concernant

ces nouveaux « droits », les chômeurEs du régime général sont les premiers touchés. C'est d'ailleurs là un des enjeux immédiats de la lutte : faire connaître le scandale de cet accord à celles et ceux qui sont prioritairement concernéEs. Dans ce but, de nombreuses actions ont lieu devant des Pôle emploi.

### Une rentrée offensive et déterminée

La grève du 1<sup>er</sup> octobre avait, en outre, valeur de test : serait-elle suivie? Le mois de juillet fut intense à l'occasion des



FORD BLANQUEFORT

## On l'a fait!

*Faire entendre la voix des salariés inquiets pour leur avenir et en colère contre les entourloupes de Ford... Le Mondial de l'automobile, l'occasion à ne pas manquer: la vitrine des constructeurs, où les véhicules flambant neufs et ultra-modernes sont affichés comme des trophées, où l'on voit à longueur des reportages médias que la crise de l'automobile en réalité n'existe pas...*



Samedi 4 octobre, les Ford entrent dans le Mondial de l'Auto. PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

**P**ourtant, celles et ceux qui produisent ces véhicules subissent des reculs sociaux au nom de cette crise: fermetures d'usines, précarisation, flexibilité, gel des salaires, dégradation des conditions de travail... À l'usine de Blanquefort, ce sont des périodes de chômage partiel depuis 3 ans, liées à une sous-activité chronique, des menaces pour l'avenir, un chantage permanent. Tout est là pour avoir envie d'exprimer la colère: les profits (40 milliards accumulés ces 4 dernières années), les revenus dingues des dirigeants, les prévisions ambitieuses de Ford (marchés, ventes, bénéfiques). Malheureusement, la propagande permanente (compétitivité, productivité) et les années d'inquiétudes ont tendance à paralyser les salariés qui sombrent dans la lassitude et la résignation.

À une minorité, mais déterminés, nous sommes partis en bus pour l'aventure du Mondial, avec des syndicalistes et salariés d'autres entreprises (Carsat, cheminots, CDC, éducation, transport, santé...), des intermittents et précaires, des chômeurs de AC!, des étudiantEs... La défense des emplois d'une usine, c'est l'affaire de toute la population!

### Colère et fierté

À peine arrivés sur les lieux, les complications commencent. Nos bus ne sont pas autorisés à stationner. Puis un comité d'accueil (sécurité, policiers en civil, gendarmes mobiles en nombre...) s'oppose à notre entrée. Le début de longues négociations. Nous avons payé nos billets! Après une petite bousculade et un jet de gaz lacrymo, nous y arrivons, mais nous sommes fouillés un par un. On veut nous prendre nos confettis, nos autocollants («pour des raisons de sécurité»...), on nous interdit tout ce qui fait du bruit (mégaphone). Bref tout ce qui peut nous rendre visibles. On sent bien que Ford a des exigences.

Notre objectif, c'est le stand Ford. Nous acceptons de laisser les confettis mais gardons nos autocollants. Ouf, on réussit, on entre enfin dans les couloirs du salon, nous savons exactement par où passer pour atteindre le stand... C'est la quatrième fois que nous venons!

Nous sommes une centaine mais bien remontrés, nous faisons beaucoup de bruit, nous

chantons les slogans: «flexibilité, compétitivité, suppressions d'emplois, on n'en veut pas! Tous ensemble!», «on veut du boulot, pas du baratin!», «Tout est à nous!»

Le public est surpris, certains montrant leur satisfaction et font des gestes de sympathie: «vous avez raison». Puis nous arrivons sur le stand Ford. Les voitures sont bâchées! On sourit, protection dérisoire. Nous envahissons le stand, on refait la déco à coup d'autocollants, les véhicules sont re-stylisés avec option «défense des emplois». Nous occupons le stand quelques minutes. Énervement des responsables de Ford.

Mais nous sommes là, fiers de faire entendre notre ras-le-bol. On est chez nous.

Objectif atteint! Les médias étaient là, même si l'écho sera finalement, et logiquement, plus faible que les fois précédentes. Mais nous avons été vus, le message entendu. Et surtout, nous l'avons fait, nous avons su contourner toutes les difficultés pour aller au bout. Les salariés Ford, comme les autres manifestants, ont une vraie fierté d'avoir été là pour faire entendre un message de colère dans cette ambiance de luxe et de paillettes.

Vincent Alauze et Philippe Poutou

## MOULINS MAUREL (13) L'État a envoyé les CRS!

*Chassés par les vigiles de NutriXo il y a quelques semaines, les salariés de Moulins Maurel en lutte contre la fermeture de l'usine l'avaient reprise le 25 septembre (voir l'Anticapitaliste n°258). Par là, ils voulaient peser sur la préfecture afin que celle-ci oblige NutriXo à négocier avec le repreneur déclaré.*

**J**eudi 2 octobre à 6 heures, des dizaines de CRS ont investi le site, accompagnés des vigiles du patronat et de leurs chiens. À 9 heures, plus de 150 militants étaient sur place pour prêter main forte aux salariés. Les CRS avaient été envoyés pour protéger le déménagement de certaines machines essentielles à la production. Aux alentours de midi, une vingtaine de cars de CRS ont convergé vers l'usine et bouclé le quartier. Une échauffourée s'en est suivie. Le rapport de forces n'étant pas favorable, la CGT des Moulins Maurel a proposé de revenir le samedi à 11 heures pour envisager la suite.

Vers 15 heures, alors qu'une délégation (syndicat, UD, UL) était reçue en préfecture, la



DR

police – équipée de casques, matraques et boucliers – repoussait violemment la centaine de militants qui s'opposaient à la sortie d'un camion emportant le «cœur électronique» de l'usine. Informés des faits, la délégation a claqué la porte du sous-fifre de la préfecture censé les recevoir.

### Reprise de l'usine!

Ce samedi 4 octobre, environ 300 personnes se sont

rassemblées devant l'usine, rassemblement composé essentiellement de militants de la CGT 13, SUD, FSU, Front de gauche, des jeunes antifa et bien sûr du NPA. La CGT a promis la reprise de l'usine par une action...

Ce lundi, c'est fait, l'usine a été reprise par les salariés et des militants de la région. Une action sans heurt, vu que cette fois le rapport de forces était favorable. Au moment où nous écrivons ces lignes, l'usine est toujours gardée par les salariés de Moulins Maurel et les militants venus leur prêter main forte.

Il faut bien sûr s'attendre à tout. La solidarité reste la seule arme des salariés et donne toute son actualité à la nécessité absolue de convergence des luttes.

Correspondants

## SEPHORA Travail de nuit: fin de partie

*Le 24 septembre dernier, la Cour de cassation a confirmé l'interdiction faite au magasin Sephora des Champs-Élysées de faire travailler des salariéEs après 21h. Après deux ans de procédure juridique et un renvoi du Conseil constitutionnel, la santé et la sécurité des travailleurEs et le bien-fondé de l'action des syndicats du CLIC-P sont consacrés.*

**C**ette décision définitive sonne le glas des espérances de la direction qui, pour une fois, se fait fort discrète. «Il y a deux manières de combattre: l'une avec les lois, l'autre avec la force» disait Machiavel. Le Groupe LVMH, propriétaire de l'enseigne, a beau avoir usé des deux, il a perdu devant la justice. Les syndicats opposés au travail de nuit sont majoritaires suite aux dernières élections, y compris sur le magasin, alors qu'une partie des employéEs avaient été instrumentalisés à leur rencontre.



Sephora by night, terminé! DR

Bernard Arnault, le patron multimilliardaire propriétaire de LVMH, ne renonce pas, lui, à faire changer la loi, en s'appuyant sur le lobbying déployé par le Medef. Celui-ci veut rebaptiser en «travail du soir» les ouvertures entre 21h et minuit, car le travail de nuit, comme tout le monde le sait, ne devient nocif pour l'organisme qu'à partir de minuit une...

Le peu de cas que LVMH fait de la santé et de la sécurité des travailleurs est patent et ce alors qu'un scandale sanitaire vient d'éclater au Sephora Saint-Lazare: des cas de tuberculose ont été enregistrés, le personnel et le CHSCT n'ayant, eux, pas été informés pendant plusieurs mois.

### Vers une mobilisation

Alors que Valls s'est déclaré favorable au travail de nuit dans les zones touristiques et Fabius à l'ouverture dominicale des grands magasins parisiens, c'est la mobilisation qui doit faire la différence. Le fait que la quasi-totalité des unions départementales, auditionnées par la municipalité parisienne le 18 septembre dernier, se soient déclarés hostiles à toute extension d'ouverture des commerces, est une bonne nouvelle.

Un rassemblement intersyndical organisé devant l'Hôtel de ville le 29 septembre a réuni 200 personnes. Une délégation a été reçue en mairie qui a confessé ses doutes face aux demandes des patrons. Et le 1<sup>er</sup> octobre dernier, l'assemblée générale du CLIC-P a décidé d'organiser une journée de grève et de manifestation dans le commerce parisien le 14 novembre prochain, tout en reprenant les actions judiciaires, à commencer contre Marionnaud qui ouvre encore sur les Champs-Élysées jusqu'à minuit.

LDT

différents festivals et ce, malgré l'instauration par le gouvernement, en juin dernier, d'une «Mission intermittence» chargée d'éteindre l'incendie (et qui doit se tenir jusqu'à la fin de l'année). À la veille des vacances, dans les AG, la conviction était unanime qu'il fallait poursuivre les luttes en septembre et construire, avec d'autres, une rentrée sociale. Celle d'y parvenir était plus relative. Qu'advierait-il, en effet, du mouvement une fois passé l'été? Le rapprochement initié entre les intermittents du spectacle et les autres précaires tiendrait-il? Serait-il possible de renouer avec la fréquence, l'inventivité des actions du printemps dernier? Comment maintenir l'articulation, plutôt réussie, entre l'auto-organisation des précaires et la spécificité des enjeux de l'intermittence, entre radicalité et unité, entre expertise des revendications et perspective d'ensemble?

Réunie fin août-début septembre à Dijon (voir l'Anticapitaliste n°255), la coordination a donné le «la» de cette rentrée: elle serait offensive et déterminée. Sur fond dramatique d'austérité, notamment dans le domaine culturel, et tandis que Rebsamen se vautrait dans une infâme surenchère antisociale (anti-chômeurs), des AG se sont tenues un peu partout, annonçant clairement la reprise de la mobilisation.

### Vers l'amplification?

La journée de mercredi est encourageante et témoigne de la vitalité retrouvée du mouvement. De très nombreux centres dramatiques nationaux et régionaux se sont mis en grève (Besançon, Tours, Aubervilliers, Gennevilliers et à Paris). La direction du travail de Grenoble et les Pôle emploi de Toulouse, Lille et Lyon ont été occupés tandis que les agences de

Montpellier, Marseille, du Mans étaient re-décorées, qu'une braderie des meubles du Medef et de la Cfdt était proposée à Caen et que l'électricité gratuite pour les quartiers populaires était imposée à Besançon... Le lendemain, un accueil militant a obligé Rebsamen à fuir piteusement le Salon «Paris pour l'emploi»... Cette journée du 1<sup>er</sup> octobre est donc une étape réussie et d'importance. Elle est riche des acquis des six mois de lutte qui la précèdent: sans illusion sur le PS et le gouvernement (légitimé, bien tardivement, par Aurélie Filippetti qui justifiait son refus de rester au gouvernement par le fait que l'accord n'était «pas conforme aux engagements» du PS...), experte et nourrie des amplies discussions sur le travail et l'emploi, animée par le désir des possibles convergences. La reprise du mouvement acquise, se pose dès lors la question de son amplification

À Lille le 1<sup>er</sup> octobre. DR

et de son élargissement. «Nous sommes tous concernés, soyons tous mobilisés», rappellent les différentes CIP (à Paris et en régions), désignant par là la nécessité d'un

mouvement d'ensemble d'opposition au projet de société Medef-PS dont l'accord Unedic du 22 mars est l'une des étapes. Olivier Neveux



## Les comités en action !

### Quimperlé (29) Soirée «Café-Boulot».

À l'initiative du comité NPA, mardi 30 septembre s'est tenue la première soirée «Café-Boulot». Un débat autour de l'emploi en grand danger, avec l'effondrement de l'agro-alimentaire en Bretagne: conditions de travail, pressions des cadres frisant le harcèlement, chantage perpétuel, licenciements abusifs, etc. Une rencontre dans l'actualité, avec la lutte que mène actuellement les salariéEs de Bigard. Cette première rencontre autour d'un verre a permis d'échanger, de partager colères et questionnements. Pas de «donneurs de leçon», mais la volonté, avec un syndicalisme combatif, de rassembler, de faire converger les luttes et les idées, contre l'isolement, notre pire ennemi. Nous devons nous réapproprié le politique, pour une orientation de rupture avec le capitalisme, indépendant vis-à-vis des partis se réclamant du libéralisme.

A aussi été discutée la place qu'occupe aujourd'hui l'extrême droite qui se prétend du côté des classes populaires, installant volontairement la confusion dans les esprits.

### Lannemezan (65) Rassemblement pour la libération de Georges Abdallah.

Un rassemblement d'une centaine de personnes – Solidaires, Anacr, PCOF, PCF, PG, Coup pour Coup, Libertat, AFPS et NPA – a eu lieu mardi 30 septembre devant la prison où est enfermé Georges Abdallah. Celui-ci entrera ce 24 octobre dans sa 31<sup>e</sup> année de détention. À l'intérieur se déroulait l'audience pour une nouvelle demande de libération. Des prises de parole ont eu lieu pour dire la résistance de ce militant de tous les combats. Une militante de Pau a rappelé qu'au moment de son procès pour refus de prélèvement de son ADN, il avait déclaré «toutes les polices du monde et tous les services secrets du monde ont pu prélever mon ADN. Si je refuse aujourd'hui, c'est pour être solidaire de tous les militants faucheurs volontaires, ouvriers et syndicalistes qui refusent ces prélèvements»...

Georges Ibrahim Abdallah est libérable depuis 1999. Son maintien en captivité est un choix politique. Soyons sûrs que seule une forte mobilisation populaire le fera sortir de prison. Prochaine étape: samedi 25 octobre à 14h pour une manifestation nationale unitaire de la gare à la prison, avec la présence de notre camarade Philippe Poutou.

### Paris 13<sup>e</sup> Réunion de quartier sur la Palestine.

Lundi 6 octobre, une cinquantaine de personnes étaient présentes pour ce débat organisé par le comité du 13<sup>e</sup>. Julien Salingue a présenté la situation au Moyen-Orient, trois ans et demi après les bouleversements majeurs des révolutions arabes, montrant les difficultés des pays impérialistes dont les 2 piliers – Israël et les régimes arabes – ont été ébranlés. Le tableau a permis également de mieux comprendre les évolutions en cours, telle la montée de l'État islamique. Un camarade palestinien venant d'un camp de réfugié en Syrie, nous a exposé la situation et le traitement des Palestiniens en Palestine et dans les pays limitrophes. Alain Pojolat est revenu sur la répression subie par le mouvement de solidarité, liée au soutien indéfectible de l'État Français à Israël. Une camarade de la fac de Tolbiac a également évoqué le problème de la répression de leur réunion publique. Le débat a permis d'avancer sur l'origine de l'État islamique, sur la solidarité à apporter aux Kurdes et aux Syriens. Rendez-vous a été pris pour les prochaines échéances de solidarité!

## L'Anticapitaliste la revue

Le n°58 est disponible



**Vous pouvez vous le procurer** en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à: **L'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

## En campagne

### MANIFESTATIONS

# Ce 11 octobre, trois bonnes raisons d'occuper la rue

Des manifestations auront lieu partout en Europe pour s'opposer aux traités commerciaux négociés entre une cinquantaine d'États et à l'exploitation des gaz de schistes. En France s'y ajoutera une manifestation contre le nucléaire. À Paris, les manifestations convergeront: un premier pas vers des luttes d'ensemble plus larges.

### Tafta, Ceta, Tisa, armes de destruction massive

Connu aussi sous le terme de «grand marché transatlantique», ces sigles désignent des accords de libre-échange et d'investissement négociés dans le plus grand secret entre une cinquantaine de pays (États-Unis, Europe, Canada...). Ces traités concernent les normes juridiques, culturelles, financières, environnementales, sanitaires... Avec ces traités, les multinationales pourront poursuivre les États devant des tribunaux privés d'arbitrage, hors de tout contrôle démocratique, si elles s'estiment lésées par les législations nationales. Ainsi, ce sera l'arrivée dans nos assiettes de la viande aux hormones, des poulets chlorés, du bétail cloné et des OGM, autorisés aux États-Unis mais interdits en Europe. Un manque à gagner insupportable pour les lobbys industriels...

Les services publics sont aussi visés: «l'accord concernera les monopoles publics, les entreprises publiques et les entreprises à droits spécifiques ou exclusifs». Par exemple, il sera impossible de promouvoir les circuits courts dans la fourniture des collectivités locales. L'enseignement et la santé seront de grands marchés à étendre au privé comme les assurances et les mutuelles.

Et que deviendront les réglementations plus ou moins restrictives selon les pays européens sur l'extraction de gaz de schiste, autorisée aux États-Unis? Sans compter que la mise en place de réglementations européennes spécifiques pour encadrer la finance sera encore plus difficile, alors que, jour après jour, des scandales illustrent les turpitudes des banques. Enfin, en matière culturelle, que restera-t-il de la fameuse «exception culturelle», vantée par le gouvernement français et qui permet de subventionner en partie la création artistique?

### Ni ici ni ailleurs: non aux gaz de schiste!

Depuis l'interdiction de l'exploitation des gaz de schiste en juillet 2011, les lobbys n'ont cessé de convaincre les politiques de faire marche arrière. 27% du territoire français est toujours concerné par plus de 120 permis, demandés ou accordés, de recherche et d'exploitation d'hydrocarbures, dont les gaz et pétroles de schiste. Les conséquences environnementales et sanitaires désastreuses de la fracturation hydraulique, seule technique d'exploitation, sont aujourd'hui bien connues. Le Tafta porte en lui cette menace.

### Refuser le nucléaire!

En plein débat de la loi sur la transition énergétique, la France organise, au Bourget, le 1<sup>er</sup> salon international de la filière nucléaire.



La proximité des deux événements devrait ouvrir les yeux de ceux qui attendent encore, de bonne foi ou pas, de ce gouvernement à la botte des grands groupes, des avancées en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Le lobby nucléaire a obtenu le prolongement des réacteurs et la poursuite de l'EPR. Même avec la fermeture de Fessenheim, le gouvernement ne pourra pas tenir le faible engagement de réduire la part de l'énergie nucléaire. L'indispensable transition énergétique ne peut être laissée aux mains des capitalistes qui n'ont que de fausses solutions à proposer, comme le nucléaire et la voiture électrique! Outre les dangers (Tchernobyl, Fukushima), le nucléaire n'est pas sans CO2: extraction et transport des matières premières, construction de la centrale, gestion des déchets produits et démantèlement en fin de vie. Cela sans oublier leur

«protection» policière et militaire (comme au Mali).

Ce samedi 11 octobre, le NPA sera donc dans la rue pour porter des propositions écosocialistes, seules alternatives écologiques et sociales réalistes pour faire face au réchauffement climatique.

**Commission nationale écologie**

### Samedi 11 octobre JOURNÉE EUROPÉENNE D'ACTION CONTRE LE TAFTA

► Des actions partout en France et à travers l'Europe.

► À Paris, à 14 h 30 place Stalingrad: «Non au Tafta! Gaz de schiste, ni ici ni ailleurs!».

► À 14 h place de la République, «Non au salon pro-nucléaire!».

► Convergence des deux manifestations à 16 h place de la République.



## Pacte de solidarité anti-capitaliste: 400 000 euros pour le NPA!

**L**e budget 2015? Des milliards de cadeaux pour le patronat et 21 milliards d'économies sur le dos de la population. Sur tous les plans, social, politique, le monde du travail doit faire front à l'offensive du gouvernement PS-Medef qui nourrit l'arrogance et la menace de la droite et de l'extrême droite. Dans ce contexte de régression sociale, de recul politique, le mouvement anticapitaliste et révolutionnaire a besoin de toutes les énergies, de toutes les solidarités. Pour aider à construire une contre-offensive du monde du travail. Pour défendre, contre un monde capitaliste qui s'enfoncé dans les crises et les guerres, la perspective d'une autre société fondée sur la coopération et la solidarité, et non sur la concurrence et le profit! La solidarité est aussi financière. D'ici la fin de l'année, nous avons besoin de 400 000 euros. C'est nécessaire, et possible. N'oubliez pas que sur 3 euros donnés, 2 sont défalqués de vos impôts. Une fois n'est pas coutume, profitez-en, exprimez généreusement votre solidarité!

**Par chèque** à l'ordre de «NPA souscription» et à renvoyer à NPA souscription, 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil

**Par carte bancaire** <http://souscription.npa2009.org>

## INITIATIVE Solidarité Bangladesh

Les médias n'en ont pas parlé, mais des inondations dévastatrices ont frappé le nord du Bangladesh. Les médias ne l'ont qu'épisodiquement évoqué, mais l'aide apportée aux survivantes de la catastrophe industrielle du Rana Plaza en 2013 reste tragiquement indigente. Les médias ne la «couvriront» probablement pas, mais une caravane va, en novembre prochain, relier le Bangladesh au Népal en passant par l'Inde, pour défendre les droits des paysans, des femmes et la justice climatique.

**U**n mouvement paysan, le BKF-BKS, membre de la Via Campesina, s'est engagé sur ces trois fronts. Bien implanté dans certains des districts les plus affectés par les inondations, où la population rurale est très pauvre, il a besoin de plus de 6000 euros pour aider 500 familles démunies. Les ouvrières du textile sont souvent d'origine rurale et le BKF-BKS a déjà porté secours à des victimes du Rana Plaza, hospitalisées à la suite de ce désastre. Il va maintenant acheter cent machines à coudre pour permettre à des femmes qui se retrouvent

handicapées à vie de retrouver un travail, un revenu, une dignité, là encore pour un budget d'environ 6000 euros.

Enfin, le BKF-BKS est le principal initiateur de la caravane paysanne de novembre prochain. Il invite celles et ceux qui le pourraient, de France ou d'ailleurs, à y participer.

### Aide financière

L'association Europe solidaire sans frontières (ESSF) a lancé un appel à la solidarité financière pour contribuer à ces trois initiatives: aide aux familles frappées par les inondations,

aide aux ouvrières du textile handicapées à vie, aide à la caravane pour les droits paysans, l'égalité de genre et la justice dans l'un des pays les plus directement touchés par les conséquences du réchauffement climatique.

Notre solidarité ne doit pas dépendre de la couverture médiatique des désastres humanitaires! Si vous souhaitez répondre l'appel du BKF-BKS et d'ESSF, toutes les informations nécessaires se trouvent à l'adresse Internet suivante: <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article32995>

Essai

# Marx [mode d'emploi] de Daniel Bensaïd

La Découverte, 2014, 9 euros

Les éditions La Découverte ont pris l'excellente initiative de rééditer cet ouvrage initialement publié en 2009. La visée du livre est résumée dans la dernière phrase de l'introduction : « Tout à la fois introduction récréative à une œuvre, aide-mémoire, trousse à outils pour penser et agir, il souhaite contribuer, à l'approche de grandes turbulences et d'épreuves à l'issue incertaine, à affûter à nouveau nos faucilles et nos marteaux... »

Les « grandes turbulences », nous sommes en plein dedans : guerre, terrorisme, agonie de la « gauche » historique... C'est donc une raison de lire ce livre, foisonnant malgré son format réduit (209 pages illustrées par des dessins de Charb). On y trouvera les étapes essentielles de l'itinéraire de Marx et de son compère Engels. Concernant Marx, on retiendra ici d'abord la rencontre à Paris avec le prolétariat concret (les ouvriers du faubourg Saint-Antoine) qui renforce la consistance d'un communisme qui, au début des années 1840, est encore, pour reprendre les termes de Daniel Bensaïd, « une idée philosophique, un spectre sans corps ni chair ». Ensuite la Commune de Paris qui fournit la forme politique de l'émancipation (à propos de la dictature



du prolétariat, Daniel Bensaïd, rappelle qu'au 19<sup>e</sup> siècle, le terme « dictature » évoque l'institution

romaine d'un pouvoir d'exception destiné à faire face à une situation d'urgence et s'oppose à l'arbitraire de la tyrannie). Les idées fusent dans ce livre, dont l'aspect pédagogique souffre parfois d'une tendance de l'auteur à une ivresse des références (ainsi que d'un certain manque de travail de l'éditeur initial). Mais les développements sur le Manifeste (chapitre 4), la plus-value (chapitre 8), et les crises économiques (chapitre 9) sont d'une limpidité qui peut permettre leur utilisation directe dans des modules de formation.

« Notre monde n'est pas réformable par retouches... »

On trouvera aussi des développements essentiels sur Marx et le productivisme (« ni un ange vert ni un démon productiviste »). Pour ce qui

est de l'organisation politique, le livre revient sur les rapports entre le parti et la classe, et rappelle que Marx et Engels ont été des « intermittents du parti », mais que la problématique en la matière a été renouvelée par Lénine qui s'opposait à la confusion du parti et de la classe et dont l'apport est essentiel.

Daniel Bensaïd souligne l'importance de « l'incertitude de l'événement », à partir de la formule de Marx sur la révolution de 1848 en France : « Toute révolution a besoin d'une question de banquet », allusion au débordement populaire de la campagne de banquets lancée par les partisans du suffrage universel. Toute révolution se cristallise dans un premier temps autour d'une injustice singulière, d'un scandale, d'une provocation... Un des derniers exemples, postérieur au décès de Daniel, étant la révolution tunisienne avec la mort d'un jeune vendeur de fruits et légumes ambulants, Mohamed Bouazizi, le 17 décembre 2010.

Dans son chapitre de conclusion est souligné le lien nécessaire entre un marxisme, dégagé de la « sacralisation bureaucratique » et des orthodoxies réductrices, avec la pratique : « être fidèle à son message critique, c'est continuer à juger que notre monde de concurrence et de guerre de tous contre tous n'est pas réformable par retouches, qu'il faut le renverser et que l'urgence en est plus grande que jamais ».

Henri Wilno

Documentaire

## « Pour briser le silence de la violence sexuelle, des ouvrières indonésiennes parlent »

Soutien à la réalisation d'un film



DR

En Indonésie, à Jakarta, des ouvrières ont créé une radio, Marsinah FM, dans la zone industrielle KBN Cakung. C'est la plus grande zone textile de la ville, exportant des vêtements pour l'Europe et les États-Unis (Gap, Zara, H&M, Adidas, Kohls, Esprit, etc.). 80 000 ouvriers, dont plus de 90 % sont des femmes confrontées à plusieurs sortes de violence : devoir se battre pour faire respecter leurs droits au salaire minimum, au congé maternité, à la sécurité sociale, au paiement des heures supplémentaires, à la violence sexuelle sur leur lieu de travail, etc. Beaucoup de ces femmes ont été impliquées dans la création d'un syndicat. Elles sont actives au boulot, dans le syndicat, dans les tâches domestiques, et doivent faire face à l'intimidation de leur patron. Ces femmes veulent briser le silence de la violence sexuelle sur leur lieu

de travail et veulent encourager les victimes à parler. Elles ont le projet de réaliser un film, et ont besoin d'un soutien financier et de donations, comme par exemple de l'équipement vidéo. Pour voir la bande annonce : <http://www.youtube.com/watch?v=pT6mbJJAY6w> (Radio Komunitas Marsinah). Pour retrouver l'histoire de la Radio, voir l'article de la revue n°47 (octobre

2013) : <http://www.npa2009.org/content/indonesie-des-femmes-ouvrieres-du-textile-sorganisent> Christine Schneider

Pour soutenir financièrement le projet, chèque à l'ordre d'ESSF (qui transmettra, préciser Indonésie au dos du chèque) à : ESSF, 2 rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil / Virement sur le compte : IBAN FR85 3000 2005 2500 0044 5757 C12 et BIC : CRLYFRPP (compte bancaire au nom de ESSF)

Musique

## Hozier, Andrew Hozier

Island Record, 1 CD 13 euros, version de luxe 2 CD 19 euros

Hozier est irlandais. Dans la grande tradition de cette terre d'orages, de tempêtes et d'éclaircies fulgurantes, Hozier compose des ballades crépusculaires et rageuses. Il n'a que 25 ans mais il renouvelle déjà le genre et n'hésite pas à affirmer ses préférences sexuelles et leurs répercussions dans un monde d'intolérance : « Take me to the church », déjà publié en EP mais épuisé. Il a été la révélation du festival Rock en Seine 2014, en arrêtant la pluie pour jouer sur fond d'arc-en-ciel.

Sa voix est profonde et puissamment émotionnelle tandis que son inspiration blues ne se limite pas aux landes irlandaises et renvoie, par exemple, à la lutte des noirs américains (« Work song »), et si sa version du jardin du paradis ne sera pas accréditée par le bon pape François (« From Eden »), son appel contre l'addiction aux drogues (« Sedated ») sera certainement plus efficace que toutes les lois répressives. En anglais, on dirait « heartbreaking » pour cet album déjà disponible en Irlande et seulement



en téléchargement en France pour une sortie CD/vinyl prévue en octobre. N'attendez pas pour télécharger, réserver et découvrir en avant-première !

Sylvain Chardon  
1 - <http://hozier.com>

Cinéma

## Un homme très recherché

de Anton Corbijn

Avec Philip Seymour Hoffman, Rachel McAdams et Grigoriy Dobrygin

Sortie le mercredi 17 septembre



Le film est adapté d'un roman de John Le Carré. On sait que celui-ci a construit son succès sur la guerre qui opposa espions de l'Est et de l'Ouest. Après un entracte pour dénoncer certains méfaits de l'impérialisme

dans la Constance du jardinier, également adapté au cinéma, l'ex-agent secret britannique paraît s'être recyclé comme beaucoup d'autres dans la guerre des civilisations.

Ici, l'islamiste remplace le rouge. L'opération consiste à démasquer un religieux libéral et occidental qui dissimule un redoutable chef de réseau terroriste. Le discours des bons espions occidentaux frise le ridicule et la propagande : « Notre objectif est de rendre le monde plus sûr »... Ce thriller ne fait donc pas dans la subtilité. La dénonciation du cynisme de la CIA, opposé à l'humanisme du maître espion allemand, relève plutôt de la rouerie. Sinon, c'est assez bien fait, avec des images léchées de Hambourg et des comédiens impeccables qui bizarrement s'expriment tous en anglais, ce qui n'augmente pas la crédibilité d'un film très politiquement dans l'air du temps.

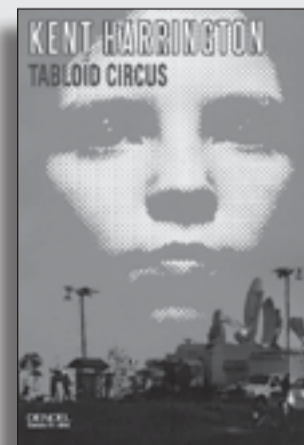
Gérard Delteil

Polar

## Tabloïd circus

de Ken Harrington

Denoël, 2014, 21,90 euros



Une jeune américaine a disparu dans une île des Caraïbes. Des hordes de journalistes débarquent avec pour mission de faire vendre du papier et de gonfler l'audimat. Les riches parents et le FBI suivent. Chacun va essayer de tirer

partie de la situation, à commencer par le petit ami de la présumée victime. La moindre photo se vend à prix d'or. Faute d'infos, on en invente, et c'est ainsi que l'anti héros, Stanley, un alcoolique viré du Times, réussit à passer dans l'émission de Larry King...

La description de ce milieu corrompu est édifiante. Les relations quasi-coloniales entre les autorités de l'île et leurs maîtres nord-américains ne sont pas moins. La psychologie du chef de la police locale, partagé entre le désir de garder son job et sa révolte de descendant d'esclaves, sonne particulièrement juste.

Domage que l'auteur se perde parfois dans des flashbacks qui cassent un peu le rythme et que la chute soit trop vite expédiée. Néanmoins, ce voyage au pays de la presse poubelle vaut le détour.

Gérard Delteil



**L'Anticapitaliste** | Libre expression

## GRÈVE DES MINEURS BRITANNIQUES

# “ Nous irons jusqu’au bout pour obtenir vérité et justice ”



DR

**Entretien.** Entre mars 1984 et mars 1985, 150 000 mineurs britanniques ont mené une des grèves les plus longues et les plus dures de l'histoire du mouvement ouvrier. Margaret Thatcher a tout fait pour casser la grève et le syndicat des mineurs, derniers obstacles à la mise en œuvre complète de son programme ultralibéral. Un épisode clé de cette confrontation fut la bataille rangée entre police et piquets de grève lors de la tentative de fermer une immense cokerie à Orgreave, près de Sheffield, qui alimentait des aciéries. Trente ans plus tard, lors de son passage à Paris, nous avons interviewé Barbara Jackson, la porte-parole de la campagne pour rétablir la justice et la vérité sur les terribles violences policières de cette journée et sur les mensonges du gouvernement et des médias.

### Quelle a été l'importance de cette journée du 18 juin 1984 ?

Il faut d'abord se rappeler l'incroyable dureté de cette grève. En un an, 11 313 mineurs furent arrêtés, 7 000 blessés, 5 653 traînés devant les tribunaux, 200 emprisonnés et 960 licenciés. 11 personnes sont mortes – deux mineurs sur les piquets de grève, un mineur tué par des grévistes et 8 personnes (dont 3 enfants) ensevelis sur des terrils pendant qu'ils cherchaient des bouts de charbon pour se chauffer. Le 18 juin, le syndicat a fait venir 8 000 mineurs pour bloquer la cokerie de Orgreave mais Thatcher était décidée à les en empêcher. Les mineurs en T-shirts et baskets se sont trouvés face à autant de policiers en tenue de combat avec chevaux et chiens. Pendant des heures, les mineurs ont été attaqués par la police à cheval et matraqués avec une violence inouïe. Ils ont été battus et les camions de livraison ont continué à sortir de la cokerie. Cela n'a pas été la fin de la grève, qui allait continuer encore huit mois, mais ce jour-là Thatcher avait pris le dessus.

### Pourquoi avez-vous décidé de lancer cette campagne ?

Pour établir la vérité et la justice. Thatcher a menti à tout le pays et le gouvernement a caché la vérité pendant 30 ans. Des dizaines de mineurs se sont retrouvés avec des blessures derrière la tête, sur les épaules, sur le dos, des blessures non pas d'agresseurs mais de personnes qui fuyaient les attaques de la police. Pourtant, ce n'est pas la police mais 95 mineurs qui ont été accusés d'« émeute et rassemblement illégal » et menacés de la prison à vie. Un an plus tard, lors du procès, les témoignages farfelus et contradictoires des policiers ont provoqué des éclats de rire du jury et la plainte a été retirée. Nous pensions alors que la police allait devoir rendre des comptes mais rien n'a été fait.

### Pourquoi maintenant ?

Il y a deux ans, dans un documentaire sur Orgreave à la télévision, des

policiers racontaient les pressions qu'ils avaient reçues pour faire de faux témoignages. Mais le véritable déclic a été les révélations sur la tragédie de Hillsborough, le stade de foot de Sheffield où 95 fans de Liverpool ont perdu la vie. Après 23 ans, une campagne des familles des victimes a réussi à imposer une enquête qui a démontré la responsabilité de la police, leurs mensonges et ceux des médias. De plus, le chef de la police de Sheffield était déjà en place lors de la bataille d'Orgreave ! Alors je me suis dit si après 23 ans elles peuvent le faire, pourquoi pas nous ? J'ai donc appelé à une réunion et à 10 nous avons lancé la campagne.

### Comment votre campagne s'est-elle développée ?

La police a pris la décision (inédite) d'ouvrir une enquête sur elle-même auprès d'une commission indépendante ! Celle-ci patine et tant qu'elle n'aura pas fini ses travaux, il ne peut pas y avoir d'autre enquête. Mais cela ne nous a pas découragés. Les archives du gouvernement publiées en janvier nous donnent raison. Elles révèlent que Thatcher a menti sur le nombre de mines qu'ils allaient fermer et montrent clairement l'implication dans la grève des services secrets. Thatcher elle-même l'a dit en public, qu'après avoir vaincu « l'ennemi extérieur » aux Malouines deux ans auparavant, elle était décidée à vaincre « l'ennemi intérieur » : les mineurs et leur syndicat. Sont aussi révélées les hésitations du gouvernement à employer l'armée. À l'époque des rumeurs circulaient sur l'emploi secret des soldats déguisés en policiers. Quoi qu'il en soit, la police avait été réorganisée en prévision de la grève et elle est intervenue comme une véritable force militaire.

### Quels sont vos espoirs de gagner ?

Certains mineurs sont morts. D'autres ont des problèmes de santé et ne seront pas en mesure de témoigner. Nos moyens sont limités et tout le

monde est bénévole. Mais nous avons une page Facebook, un site web et surtout beaucoup de volonté. Avec l'anniversaire des 30 ans, l'intérêt pour notre cause s'est amplifié. Nous avons gagné le soutien de plusieurs syndicats importants et le dirigeant du Parti travailliste s'est engagé publiquement à organiser une enquête s'il devient Premier ministre. Mais quoi qu'il arrive, nous irons jusqu'au bout pour obtenir vérité et justice.

### Quel a été l'impact de la grève ?

Aujourd'hui, il reste moins de 3 000 mineurs en Grande-Bretagne et ce qui reste de l'industrie a été privatisé. Dans les villages où les mines ont fermé, les machines ont été enlevées, la mémoire collective effacée. Parmi les gens qui ne sont pas partis, c'est souvent le chômage et pour certains des problèmes d'alcool et de drogue. Le gouvernement a dépensé des sommes d'argent immenses pour battre les mineurs. La police, les tribunaux, les médias, toutes les armes de l'État ont été lancées contre la grève pour forcer les travailleurs à retourner au travail. Et ils ont gagné. Mais vaincus industriellement, nous n'avons été vaincus ni culturellement ni émotionnellement.

### En France, le film Pride vient de sortir. Il raconte la véritable rencontre entre des mineurs et un groupe de gays et lesbiennes qui soutient la grève, et la façon dont les préjugés peuvent tomber à travers la lutte. Est-ce que, vous aussi, vous avez vu cela lors de la grève ?

Oui, sur l'homophobie mais aussi sur le rapport entre hommes et femmes. Beaucoup de femmes ont été très actives. Elles ont organisé le ravitaillement mais ont aussi pris la parole en public pour la première fois, et certaines ont voyagé à travers le pays pour faire des meetings. Certains maris ont accepté ce changement et ont eu du respect et de l'admiration pour leurs femmes. D'autres ont eu beaucoup de mal. Je me souviens d'un homme qui

est venu se plaindre auprès de nous. « Je veux que ma femme revienne », disait-il. On lui a répondu : « Mais ta femme est toujours là ». Mais l'homme insistait : « Non, je veux ma femme comme elle était avant, la femme qui s'occupait de moi, qui me faisait à manger ». On lui a répondu que tout ça c'était fini.

Pareil pour l'Irlande du Nord. On avait l'habitude que les médias traitent les Irlandais de « Irish bastards », mais on s'est mis à comparer l'occupation des villages miniers par la police et le traitement que les mineurs recevaient avec les scènes très similaires en Irlande. Cela a fait réfléchir...

### Quel impact est-ce que cette grève a eu sur vous personnellement ?

Je travaillais à l'époque dans les bureaux des charbonnages à Sheffield et j'étais responsable de la section col blanc du syndicat des mineurs. N'ayant pas les mêmes traditions que les mineurs, les grévistes étaient très minoritaires. Néanmoins, chaque matin pendant un an, nous avons tenu un piquet de grève pendant deux heures. Le reste de la journée, on était emportés par toutes les autres activités de la grève. Après le vote pour la fin de la grève, nous sommes retournés au travail ensemble comme dans les mines. Mais après 24 heures, j'ai décidé que je ne pouvais plus retourner à ma vie d'avant. Après tout ce que j'avais vécu, j'avais envie de faire autre chose. J'ai repris les études pendant trois ans, et avec un diplôme en sciences sociales j'ai fait complètement autre chose. Vous savez, beaucoup de gens ont payé très cher cette longue année de lutte : des mariages brisés, des dettes énormes, des maisons perdues... Mais pour toutes les personnes qui étaient actives, la grève a apporté énormément de choses. C'était une expérience extrêmement riche et comme beaucoup d'autres je dis que pour moi, malgré les difficultés, cela a été la meilleure année de ma vie.

Propos recueillis et traduits par Ross Harrold

## Vu ailleurs

le Parisien

PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE.

Le premier rapport de l'Observatoire national de la précarité énergétique chiffre à 11,5 millions le nombre de personnes concernées en France. Un cinquième de la population en France connaîtrait des difficultés pour se chauffer et régler ses factures énergétiques. Le constat que dresse le premier rapport de l'Observatoire national de la précarité énergétique (ONPE) (...) est édifiant.

« L'ensemble des populations en situation de précarité énergétique dans leur logement serait de l'ordre de 5,1 millions de ménages, alerte ainsi le rapport dès ses premières pages. Soit plus de 11,5 millions d'individus (20% de la population)... Des chiffres bien supérieurs à ceux avancés auparavant. (...) »

Pourquoi un tel écart ? « L'observatoire a décidé de prendre en compte deux autres indicateurs, explique Bruno Léchevin, président de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), qui gère l'ONPE. Jusqu'à maintenant, on ne s'intéressait qu'à la part du budget allouée aux dépenses énergétiques. Si cette part dépassait les 10% du budget global, alors on était considéré en état de précarité. »

Le premier de ces deux nouveaux indicateurs est subjectif : c'est la sensation de froid, et le fait de se restreindre sur le chauffage pour des raisons économiques. 40% des Français ont avoué y avoir eu recours l'hiver dernier ! Le deuxième indicateur est plus technique : il prend en compte le niveau de revenus, comme auparavant, mais en tenant compte cette fois-ci de la superficie du logement. « Cela permet par exemple d'inclure des ménages qui ne font pas forcément partie des revenus parmi les plus bas, précise Bruno Léchevin, mais qui vivent en milieu rural dans de grandes maisons très mal isolées. Ils ont des dépenses énergétiques très élevées qui grèvent leur budget et les plongent dans la précarité. » (...)

« Les moyennes nationales ne rendent pas compte de l'ampleur du phénomène avec suffisamment de précision, estime encore le président de l'Ademe. Or il existe dans ce domaine de grandes disparités territoriales. Entre les villes et la campagne par exemple. Ou encore entre des habitats collectifs et des maisons individuelles. » (...)

« Un Français sur cinq peine à régler ses factures de gaz ou d'électricité » par Erwan Benezet, le Parisien, vendredi 3 octobre 2014.



S'abonner à

**L'Anticapitaliste**

l'hebdomadaire du NPA - www.npa2009.org

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

Désignation du compte à débiter  
IBAN : .....  
BIC : .....

Mandat de prélèvement SEPA  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire : .....

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM	
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	Hebdo
<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel	Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 14 €
<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an 28 €
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

ÉTRANGER  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org